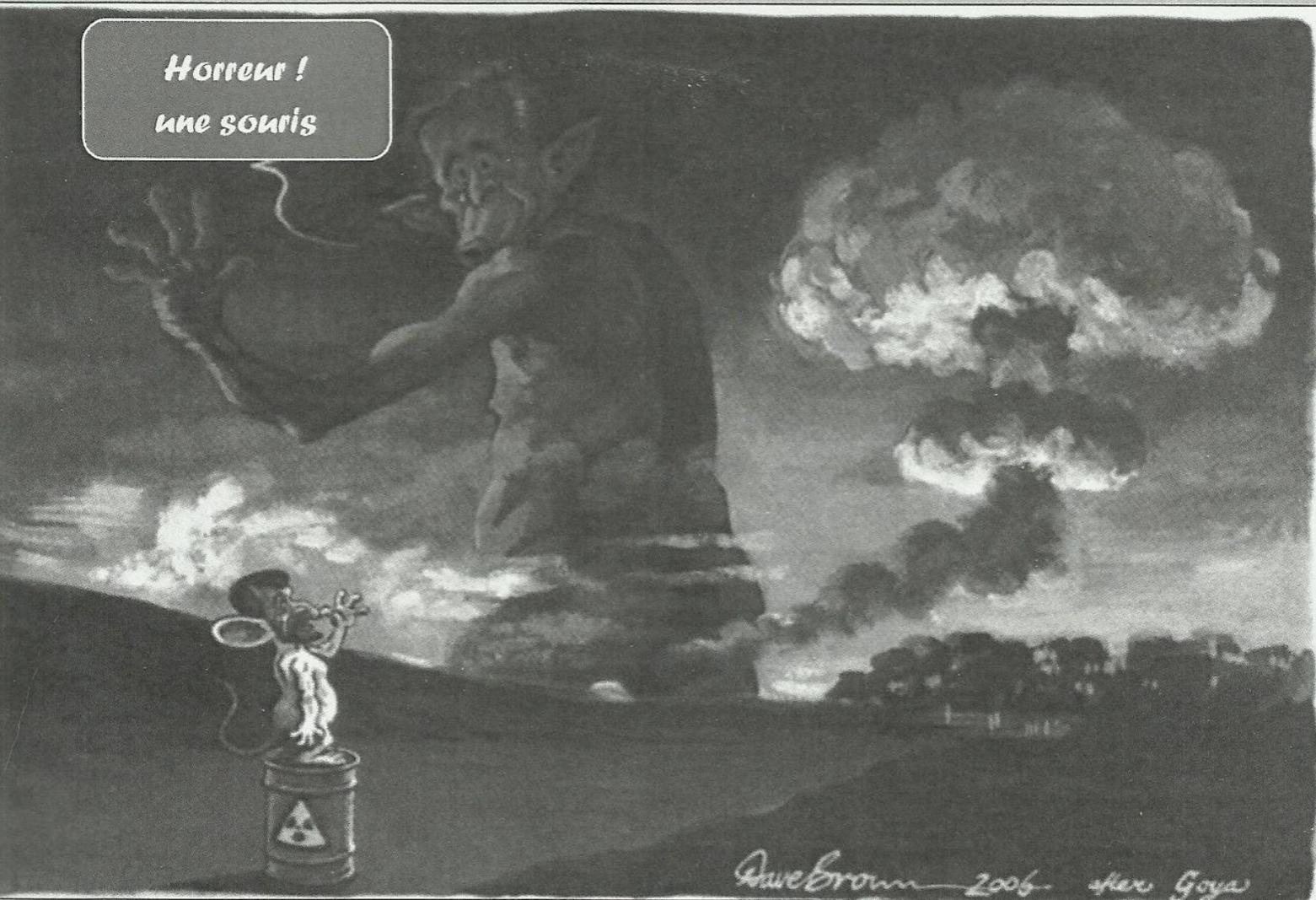


Vincent Reynouard

Nucléaire au Proche-Orient...

*Horreur !
une souris*



**LE CYNISME
JUIF**

Israël fait pression sur la communauté internationale pour que l'Iran mette un terme à son programme de recherches sur le nucléaire. Dans cette affaire, les Israéliens se disent prêts à intervenir eux-mêmes, militairement, pour empêcher l'Iran de maîtriser la technologie nucléaire. Israël avait déjà agi ainsi en 1981, contre l'Irak.

Dans cette brochure, V. Reynouard rappelle comment les Israéliens se sont dotés illégalement de l'arme atomique. Il souligne ensuite le cynisme des juifs qui prétendent interdire aux autres ce qu'ils se sont autorisés. Enfin, il s'interroge sur le destin du Moyen-Orient victime des délires sionistes.

Contenu de la brochure

La destruction de Tammuz par les Israéliens en 1981

Le début de la crise - Premier attentats israéliens - Campagne de presse anti-irakienne - La France honore son contrat - L'Irak pouvait-il fabriquer une bombe à Tammuz ? - Premier raid contre le site de Tammuz - L'attaque du 7 juin 1981

Israël avait-il le droit de détruire Tammuz ?

Israël prétend qu'il s'agit d'une « opération de survie » - Une dialectique acceptée par certains - Le problème de la légitime défense - Les mensonges d'Israël pour tenter de se justifier

Pas de sanctions contre Israël

Les USA soutiennent Israël - La France et la Grande-Bretagne soutiennent la demande irakienne - Un texte ferme est voté - Israël affiche son mépris pour l'ONU - L'éternel « Joker » d'Israël : 1940-1945 et l'« Holocauste » - Réponse à diverses objections

Comment Israël s'est doté illégalement de la Bombe

1957-1964 : Israël acquiert la technologie pour fabriquer la Bombe - Israël trompe les

inspecteurs américains - Le secret qui entoure Dimona - Premières rumeurs - Les experts estiment qu'Israël a développé un « programme rudimentaire » - Mystère autour de « Machon 2 » - 1986 : Mordechaï Vanunu fait irruption sur la scène - Israël dément - Les révélations de Mordechaï Vanunu sont publiées - De Gaulle avait menti, les Israéliens aussi - M. vanunu est enlevé par le Mossad et condamné en Israël - Décembre 2006 : la bourde du Premier Ministre israélien - Israël admet qu'il possède la Bombe - L'aplomb juif - L'Irak avait le droit de fabriquer la Bombe.

La fuite en avant d'un État bâti sur un gigantesque mensonge

Israël refuse de négocier avec quiconque - Le poids de l'« Holocauste » - La malédiction qui frappe Israël - Israël ressort le même disque - L'Iran « coupable » de promouvoir le révisionnisme - Un argument inepte - Comme en 1981, Israël se prépare à châtier l'Iran - Israël veut associer le monde à son combat - Le mensonge : une malédiction qui mène à l'abîme.

Annexe I : Mordechaï Vanunu parle
Annexe II : le discours de R. Cukierman

NUCLÉAIRE : LE CYNISME JUIF

par Vincent Reynouard

Beaucoup de gens m'ont demandé ce que je pensais de la situation au Moyen Orient et plus particulièrement des tensions avec l'Iran. Je n'ai pas l'habitude de me livrer au périlleux exercice qui consiste à faire des prévisions, car l'étude de l'Histoire m'a appris qu'en matière de diplomatie, trop de paramètres échappent à celui dont l'œil ne plonge pas dans les coulisses. J'affirme cependant qu'aujourd'hui, les risques d'embrasement (local ou étendu) sont réels. Je me fonde pour cela sur le précédent irakien et sur le fait qu'Israël est un État illégitime né d'un gigantesque mensonge. Dans cette affaire, on verra comment Israël n'a pas hésité à pratiquer pendant plusieurs années une politique terroriste, allant jusqu'à organiser plusieurs attentats sur le sol français.

LA DESTRUCTION DE TAMMUZ PAR LES ISRAÉLIENS EN JUIN 1981

Le 7 juin 1981, l'aviation israélienne détruisit le site de Tammuz, non loin de Bagdad, où des techni-

ciens français achevaient la construction d'un centre de recherches sur le nucléaire. Outre les morts irakiens, le raid fit une victime française : un jeune technicien de 25 ans, Damien Chaussepied.

Depuis 1968, l'Irak possédait un petit réacteur nucléaire (de type IRT) d'une puissance de 2 mégawatts fonctionnant pour la recherche. Il était régulièrement inspecté par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) que ce pays avait ratifié le 29 octobre 1969.

◆ LE DÉBUT DE LA CRISE

La crise commença le 18 novembre 1975, lorsque, suite à une visite diplomatique de S. Hussein, la France et l'Irak signèrent un accord de coopération nucléaire. Celui-ci prévoyait la construction, dans la banlieue de Bagdad, d'un centre de recherche muni de deux réacteurs nucléaires utilisant de l'uranium très enrichi*. Le 11 septembre 1976, un échange de lettres vint compléter l'accord :

* Voy. *Le Monde*, 26 septembre 1980, p. 3. Je rappelle qu'à l'état naturel, plus de 99 % des atomes d'uranium ont, dans leur noyau, 92 protons et 146 neutrons. On parle donc d'uranium 238 : $^{238}_{92}\text{U}$ ($238 = 92$ [protons] + 146 [neutrons]). Mais cer-

↓ *Le Monde* du 6 septembre 1975 annonce l'arrivée de M. Saddam Hussein en France.

→ *Le Monde* du 9 septembre 1975 annonce la signature prochaine d'un accord de coopération franco-irakien sur le nucléaire



Il prévoyait que les garanties d'utilisation pacifique des matériels que la France pourrait livrer seraient mises en œuvre par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), que l'Irak a ratifié en octobre 1969 [1].

A la suite de cet échange, un contrat fut signé entre l'Irak et la société Technicatome, une filiale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Il portait sur la livraison « clés en main » du centre de recherches avec les deux réacteurs, l'un de 70 mégawatts (une « pile-piscine » semblable à celle qui existait en France à Saclay), l'autre de 800 kilowatts (une « maquette criti-

que »), baptisés Tammuz-I et Tammuz-II par les Irakiens. Pour les Français, la pile-piscine était appelée « Osirak ». Ces deux réacteurs devaient être opérationnels en 1980 au plus tôt.

En février 1978, un autre contrat fut signé avec l'Italie. Il portait sur la construction de quatre petits laboratoires, parmi lesquels un laboratoire « chaud » permettant l'extraction annuelle, à partir d'uranium irradié, de quelques centaines de grammes de plutonium [2]. Sachant que le plutonium est l'un des éléments fondamentaux des bombes atomiques modernes (du type « Nagasaki »), la commande de ce laboratoire pouvait paraître suspecte. Cependant, il faut

tains atomes d'uranium n'ont que 143 neutrons ; il s'agit de l'uranium 235 ($^{235}_{92}\text{U}$). Enfin, une très petite quantité d'atomes n'a que 142 neutrons, c'est l'uranium 234 ($^{234}_{92}\text{U}$). L'uranium naturel est donc un mélange inégal de ces trois isotopes : 99,28 % d'isotope 238, 0,71 % d'isotope 235 et environ 0,005 % d'isotope 234 (le reste étant constitué d'isotopes encore plus rares). L'ennui est que seul l'uranium 235 sert dans l'industrie du nucléaire. Il faut donc le séparer de l'uranium 238. C'est ce qu'on appelle « enrichir l'uranium ».

(1) : Voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 3. (2) : Voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 3.

savoir que, dans l'industrie du nucléaire civil, le plutonium fabriqué « accidentellement » dans les centrales lors des réactions est ensuite récupéré. C'est la mission des centres de retraitement (comme l'usine COGEMA à La Hague en France). Pourquoi cette récupération ? Tout simplement parce qu'ensuite, ce plutonium va servir de combustible soit dans les réacteurs à eau sous pression, soit dans les réacteurs à neutrons rapides (de type Superphénix). C'est ce que l'on appelle le « combustible MOX ». En France, il est principalement fabriqué à l'usine Melox, à Marcoule ; en Belgique, l'opération se fait à Dessel ; au Japon, à Rokkashomura. Il n'y avait donc rien d'étonnant (ni d'alarmant) au fait que l'Irak ait voulu développer, en même temps que son programme de nucléaire civil, un programme de récupération du plutonium. On verra d'ailleurs plus loin que ce plutonium « civil » ne peut être utilisé tel quel pour fabriquer des bombes. Pour cela, il faut du plutonium de qualité « militaire », très riche en isotope 239, ce qui n'est pas le cas du MOX...

Un an plus tard, l'Irak signa avec la France un accord de dix ans de « *programmation et de recherche en commun* » dans le domaine du nucléaire. Une clause secrète prévoyait que la France aurait un « droit de regard » constant sur le site de Tammuz jusqu'en 1989 [1].

Comme promis lors de l'échange de lettres, l'Irak laissa les inspecteurs

de l'AIEA inspecter ses installations (alors en construction). Le 9 juin 1981, le directeur de l'AIEA déclara :

L'Irak est partie du Traité de non-prolifération des armements nucléaires depuis qu'il est entré en application en 1970. L'Irak, conformément au dit Traité accepte les contrôles de l'agence sur toutes ses activités nucléaires, contrôles qui ont été effectués jusqu'à présent de manière satisfaisante [...] [Un contrôle] du centre nucléaire irakien a été effectué en janvier de cette année. Un constat satisfaisant a pu être fait de l'utilisation de toutes les substances nucléaires dont le combustible qui a été livré jusqu'à présent pour les réacteurs de Tammuz [2].

◆ PREMIERS ATTENTATS ISRAËLIENS

■ 5 avril 1979 : attentat à La Seyne

Mais pour Israël, ce n'était pas assez. Dès lors, selon une méthode qui lui est habituelle, l'État juif décida d'agir seul, sans se soucier des lois. Le 5 avril 1979, un attentat à l'explosif fut perpétré dans un hangar des Constructions navales et industrielles de la Méditerranée à la Seynes-sur-Mer (Var). Outre des composants destinés à deux centrales nucléaires (une belge et une allemande), les charges de plastic détruisirent un bloc métallique destiné à être acheminé en Irak pour édifier le cœur du réacteur Tammuz I [3]. L'attentat fut revendiqué par un mystérieux « Groupe d'écologistes français » qui déclarait :

(1) : Voy. *Le Monde*, 17 juin 1981, p. 4. (2) : Voy. Walid El-Tibi, Fathi Khiari et Kazem Makdadi, La vérité sur « Tammuz » (Association des journalistes arabes en France, sd), p. 14, col. A. (3) : Voy. *Le Monde*, 8-9 avril 1979, p. 20.

Nous avons réussi à neutraliser des machines dangereuses pour l'existence de la vie humaine [...]. Nous sommes passés à l'action et nous ferons le nécessaire pour sauvegarder la vie de la population française et de la race humaine des horreurs du nucléaire [Id.]

Le sabotage ayant été perpétré peu de temps après l'accident survenu en Pennsylvanie à la centrale nucléaire de Three Mile Island (c'était le 28 mars 1979 [1]), la revendication était crédible. Toutefois, le professionnalisme du commando laissait planer quelques doutes ; car il avait fallu pénétrer dans un site gardé et placer stratégiquement cinq charges pour provoquer le plus de dégâts possibles. De plus, le mystérieux « groupe » « *n'était pas connu des milieux écologistes français* » [Id.] et il ne fit pas parler de lui lorsque, le 13 mars 1980, un accident survint en France, à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, entraînant l'arrêt du réacteur A2 pendant plus de deux ans. Enfin, le silence qui entourait l'enquête (restée d'ailleurs sans résultats), suscita de nombreuses interrogations. Le 10 juin 1981, *Le Monde* écrivit :

Cette action, manifestement menée par un commando expérimenté, avait été attribuée, par certaines sources, aux services secrets israéliens [2].

Il fallut attendre 1990 pour connaître la vérité. Dans un livre publié sous le titre *By way of deception*, un ancien agent du Mossad ayant fait défection, Victor Ostrovsky, ra-

conta ainsi l'attentat du 5 avril 1979 sur le sol Français :

Le 5 avril 1979, les conducteurs de deux camions transportant des moteurs de l'usine Dassault Breguet pour des « Mirage » vers un hangar de la Seyne-sur-Mer, [...] près de Toulon, ne se doutèrent de rien quand un troisième camion les rejoignit au cours du trajet.

Dans une version moderne du cheval de Troie, les Israéliens [comprenez : le Mossad] avaient caché une équipe de cinq saboteurs israéliens et un physicien nucléaire, tous habillés en civil, dans un grand conteneur de métal, les introduisant dans la zone de sécurité comme une partie du convoi des trois camions [...]. Ils savaient que les gardes étaient toujours plus regardants pour les chargements que pour les dépôts d'équipements. Ils n'allaient guère faire plus qu'un simple signe au convoi, l'autorisant à passer. Du moins, les Israéliens comptaient là-dessus. Le physicien nucléaire avait été envoyé d'Israël afin de déterminer où placer précisément les charges sur les noyaux des réacteurs nucléaires, en fabrication depuis trois ans, pour causer un maximum de dommages.

Un des gardiens en poste était nouveau depuis à peine quelques jours, mais il était arrivé avec des références si parfaites que personne ne le soupçonna d'avoir pris la clé pour ouvrir la baie de stockage où les équipements destinés à l'Irak étaient en attente d'être envoyés quelques jours plus tard. Sur l'avis d'expert du physicien, l'équipe israélienne disposa cinq charges de plastic explosif, positionnées stratégiquement sur le cœur du réacteur.

(1) : Le réacteur n° 2 de la centrale de Three Mile Island fut le siège d'une fusion partielle qui entraîna une contamination importante à l'intérieur de l'enceinte de confinement. Fort heureusement, la bonne tenue de l'enceinte limita l'émission vers l'extérieur de rejets radioactifs, si bien que la population des environs fut peu touchée (officiellement au moins). **(2)** : Voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 3.

Le Monde, 8-9 avril 1979, p. 20, donne des précisions sur l'attentat du 5 avril 1979 contre des composant nucléaires destinés à l'Irak et entreposés à La Seyne (France)

Le maire de La Seyne demande une aide exceptionnelle de 20 millions

M. Maurice Blanc, maire communiste de La Seyne-sur-Mer (Var), écrit à M. Raymond Barre pour lui demander une « aide exceptionnelle de 20 millions de francs » après l'attentat, commis dans la nuit du 5 au 6 avril, dans le hangar réservé au secteur nucléaire des Constructions navales et industrielles de la Méditerranée. M. Blanc a précisé que « cette aide compensera les répercussions financières de cet attentat, d'une part, sur les constructions industrielles de la Méditerranée, et, d'autre part, sur le « tissu » économique de la ville ».

Les déflagrations provoquées par trois charges de plastic ont pulvérisé les vitres et endommagé gravement le toit du hangar réservé au secteur nucléaire, haut de 25 mètres et s'étendant sur une superficie de 500 mètres carrés, sur les quais du port de Bregailon, entre La Seyne et Toulon. Le montant des dégâts serait de l'ordre de plusieurs centaines de millions de francs.

Plusieurs éléments destinés à l'industrie nucléaire ont été détruits ou très gravement détériorés par les explosions. Il s'agit, d'une part, d'un bloc métallique appelé à recevoir des piles atomiques et qui devait être acheminé sur l'Irak dans les tout prochains jours. Le deuxième lot comprenait une série de « composants nucléaires » (appareils de chargement de combustible) commandés par une centrale belge. Un troisième élément était constitué par un gigantesque bouchon pour une cuve de stockage d'éléments irradiés et destiné à la centrale ouest-allemande de Kalkar (Rhénanie). Un ensemble de « commandes électroniques » dont on ignore le destinataire a été également détruit par cet attentat.

On confirme de source officielle qu'aucun des trois gardiens du centre nucléaire n'a été blessé par les explosions. Ce centre fait partie du service « montage des installations terrestres » (MIT), qui occupe 25 % environ de l'effectif du C.N.I.M., soit environ deux mille personnes.

Dans un communiqué anonyme qu'il nous a adressé par téléphone, un « groupe d'écologistes français » a revendiqué l'attentat (nos dernières éditions du 7 avril) : « Nous avons réussi à neutraliser, écrit notamment le groupe, des machines dangereuses pour l'existence de la vie humaine. La catastrophe de Harrisburg nous prouve encore une

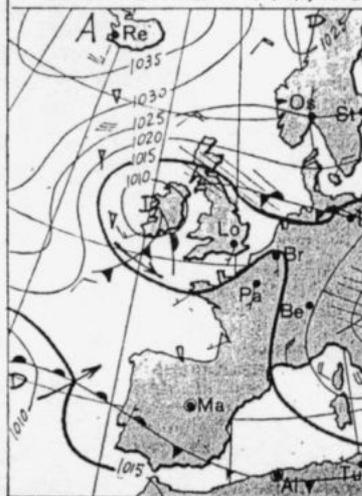
fois les dangers de l'industrie atomique. Nous sommes passés à l'action et nous ferons le nécessaire pour sauvegarder la vie de la population française et de la race humaine des horreurs nucléaires. »

Ce groupe n'est pas connu des milieux écologistes français.

AUJOURD'

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 07.04.79 A 0



Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 avril à 6 heures et le dimanche 8 avril

Alors que les gardiens se tenaient à l'entrée de l'usine, leur attention fut soudainement appelée par des troubles extérieurs dans la rue ; un piéton, une séduisante jeune fille, semblait avoir été renversé par une voiture. Elle ne parut pas être gravement blessée. Ses cordes vocales n'avaient sûrement pas été endommagées à en juger par les obscénités qu'elle criait au conducteur embarrassé.

A ce moment-là, un petit attroupe-ment observait l'action, incluant les saboteurs qui avaient escaladé une clôture à l'arrière puis marché vers le devant. [...] l'un d'entre eux déclencha calmement et subrepticement un détonateur sophistiqué à main, détruisant 60 % des composants du réacteur, et causant 23 millions de dollars de dommages, retardant le projet irakien de plusieurs mois [...].

Quand les gardes entendirent le bruit sourd derrière eux, ils se précipitèrent vers le hangar ciblé. Pendant ce temps, la voiture de « l'accident » disparut, tandis que les saboteurs et la piétonne blessée, bien entraînés à ce genre de chose, disparaissaient tranquillement dans diverses rues.

[...] Une organisation nommée *Groupe des écologistes français*, inconnue avant cet épisode, revendiqua l'explosion, bien que la police française ait rejeté cette affirmation [1].

■ 14 juin 1980 : assassinat d'un ingénieur égyptien

Le 14 juin 1980, à Paris, l'ingénieur Yayia el-Meshad fut égorgé dans sa chambre à l'hôtel Méridien. Bien que de nationalité égyptienne, cet homme travaillait pour la Commission à l'énergie atomique irakienne :

[Il] avait pour mission de contrôler la fiabilité du matériel nucléaire livré par la France à l'Irak. Il était aussi le « contact » qualifié entre les deux pays auprès du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). M. el-Meshad venait, notamment, d'effectuer une mission de courte durée, du 6 au 12 juin, au centre du CEA de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine) [2].



Dans son édition du 19 juin 1980 (p; 13), *Le Monde* rapporte l'assassinat d'un ingénieur atomiste égyptien qui travaillait pour l'Irak. Plus tard, on apprendra que cet ingénieur avait tué par le Mossad...

(1) : Voy. Victor Ostrovsky et Claire Hoy, *By Way of Deception* (St. Martin's Press, New York, 1990) pp. 19-20. (2) : Voy. *Le Monde*, 19 juin 1980, p. 13.

De façon évidente, cet assassinat faisait suite à l'attentat du 5 avril 1979.

Dans son ouvrage déjà cité, V. Ostrovsky révèle la vérité sur ce crime. Israël souhaitant découvrir les intentions de S. Hussein en matière de nucléaire, le Mossad avait d'abord approché un ingénieur irakien en mission en France, un certain Butrus Eben Halim. Corrompu en quelques semaines avec l'argent et le sexe, celui-ci leur avait révélé le nom de Y. el-Meshad, son activité pour l'Irak et la date de sa prochaine venue. Un telex français intercepté avait ensuite permis de connaître l'hôtel où l'ingénieur serait logé ainsi que la chambre (9041).

Sachant que l'Égyptien resterait peu de jours, il ne pouvait être question de le corrompre comme B. Halim. Certes, en France, Y. el-Meshad voyait une call-girl, Marie-Claude Magal (*alias* Marie Express), qui travaillait ponctuellement pour le Mossad, et il la verrait encore cette fois-ci. Mais il fallait faire vite.

Les services secrets israéliens choisirent donc de l'approcher à l'hôtel et de lui proposer directement de l'argent contre des renseignements. V. Ostrovsky écrit :

« *S'il accepte, il est recruté* », déclara Arbel [l'agent du Mossad responsable de l'opération]. « *Sinon, il est mort* ».

Il refusa.

Peu avant l'arrivée de Magal, Yehuda Gil, un agent parlant l'arabe, frappa à la porte de Meshad. Ouvrant juste assez pour jeter un coup d'œil furtif à l'extérieur, mais laissant la chaîne de sécurité, Meshad lança sèchement :

— « *Qui êtes-vous ? Que voulez-vous ?* ».

— « *Je suis d'un pays qui payera beaucoup d'argent pour avoir des réponses* », dit Gil.

— « *Tire-toi, sale type, répliqua Meshad, ou j'appelle la police* ».

Gil partit donc. En fait, il s'envola immédiatement pour Israël, afin que nul lien ne puisse jamais être établi entre lui et la mort de Meshad.

[...] Le Mossad n'exécute jamais les gens tant qu'ils n'ont pas de sang sur les mains. S'il menait à bien son projet, cet homme aurait le sang des enfants israéliens sur les mains. Dès lors, pourquoi attendre ?

Les services israéliens attendirent en fait que Magal ait diverti Meshad et qu'elle soit partie environ deux heures après. Autant mourir heureux, tel était le raisonnement.

Alors que Meshad dormait, deux hommes entrèrent silencieusement dans sa chambre avec un passe et lui tranchèrent la gorge.



Son corps baignant dans son sang fut retrouvé le lendemain par une femme de chambre [*Ibid.*, pp. 22-23].

Une enquête fut ouverte. Soucieuse de se disculper, M.-C. Magal indiqua que la veille d'être assassiné, Y. el-Meshad lui avait parlé d'un type venu proposer de l'argent contre des renseignements confidentiels. Le Mossad apprit les indiscretions de la call-girl qui lui servait d'agent ponctuel. Devenue dangereuse, son cas fut réglé : le 12 juillet 1980, M.-C. Magal mourut écrasée sur le boulevard Saint-Germain par une Mercedes noire roulant à vive allure. La victime avait été poussée sur la route juste au mauvais moment [*Ibid.*, pp. 23-24].

Les enquêtes restèrent sans résultat...



■Août 1980 : double attentat en France et en Italie

Un mois plus tard, deux attentats furent perpétrés, l'un à Rome, l'autre à Paris. Le premier visait le siège d'une société italienne, la SNIA-Techint, qui collaborait dans le domaine du nucléaire avec l'Irak ; le deuxième visait un libraire à Saint-Germain-en-Laye, Jean-Jacques Graf. Cet homme n'entretenait aucun rapport avec l'Irak, mais il était l'homonyme d'un polytechnicien qui travaillait à Technicatome, la filiale du CEA chargée de livrer à l'Irak le centre de recherches nucléaires (voy; ci-

dessous). Les deux attentats furent revendiqués par un mystérieux « comité de sauvegarde de la révolution islamique » qui prétendait viser « les collaborateurs du régime renégat en Irak » [Id.]. Cependant, les cibles choisies ne laissent guère de place au doute : derrière ce « comité de sauvegarde » se trouvaient des Israéliens... Ces méthodes rappelaient d'ailleurs les attentats commis vingt ans avant contre des scientifiques occidentaux qui collaboraient dans le domaine de l'armement avec l'Égypte, alors grande ennemie d'Israël. En août 1990, le *Jerusalem Post* rappela que :

A PARIS ET A ROME

Un « comité islamique » revendique deux attentats dirigés contre le programme nucléaire de l'Irak

Un attentat visant un savant atomiste français a été commis par erreur — une homonymie, — le jeudi 7 août, au domicile de M. Jean-Jacques Graf, libraire à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). La faible charge explosive, de fabrication artisanale, a été placée devant la villa du libraire, 5, rue de Turenne, et a détruit une vingtaine de vitres. M. Graf et son épouse n'ont pas été blessés. Ils ont retrouvé dans leur boîte à lettres un tract signé par un certain Comité de sauvegarde de la révolution islamique.

Quelques heures plus tard, l'attentat a été revendiqué par le même comité, affirmant avoir atteint M. Jean-Jacques Graf, chercheur au C.E.A., qui participe à la mise au point du réacteur nucléaire de recherche Osirak, vendu par la France à l'Irak. Un correspondant anonyme déclarait à l'A.F.P. : « Jean-Jacques Graf a reçu la Légion d'honneur par les fabricants d'armes atomiques, et nous lui avons donné ce qu'il méritait pour son œuvre contre notre révolution. Nous nous occuperons de tous les collaborateurs du régime renégat en Irak. » (1).

M. Jean-Jacques Graf, âgé de

quarante-huit ans, polytechnicien, travaille dans une filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), Technicatome, spécialisée dans la fabrication de petits réacteurs. Cette société est responsable de la réalisation, en Irak, du centre de recherche nucléaire que livre la France. Jusqu'en 1976, M. Graf était affecté au service des piles expérimentales au centre du C.E.A. de Saclay (Essonne), où il avait la responsabilité du réacteur Osiris, sur le modèle duquel a été conçu Osirak.

..

D'autre part, un attentat a été commis, le 7 août, à Rome, dans le quartier du Trastevere, contre la société SNIA-Techint. Les dégâts ont été importants. Cette entreprise fournit l'Irak, semble-t-il, en technologie nucléaire. Comme le premier attentat, ce dernier a été revendiqué par un Comité de sauvegarde de la révolution islamique.

(1) M. Jean-Jacques Graf a été nommé au grade de chevalier de la Légion d'honneur sur proposition du ministre des affaires étrangères lors de la promotion du 14 juillet. Le *Journal officiel* indiquait : « M. Graf Jean-Jacques Louis, ingénieur au C.E.A. (Irak), vingt-six ans de services civils et militaires. »

Le Monde du 9 août 1980 (p. 22) rend compte de deux attentats en rapport avec le dossier nucléaire irakien.

les services israéliens avaient adressé des lettres piégées à des savants allemands qui, au début des années 60, collaboraient à la mise au point des fusées égyptiennes [1].

◆ **CAMPAGNE DE PRESSE ANTI-IRAKIENNE**

■ **Israël prétend que l'Irak aura « très bientôt » la Bombe**

Il paraissait donc évident que, fidèle à ses méthodes, l'État juif ne reculait (et ne reculerait) devant rien pour empêcher l'Irak de développer son programme nucléaire, même civil. Parallèlement à leurs activités terroristes, en juillet 1980, les Israéliens organisèrent une première campagne, déclarant qu'avec cette « université nucléaire arabe » pouvant « héberger environ six cents ingénieurs et techniciens en formation » [2], « très bientôt les Irakiens seraient capables de fabriquer une bombe atomique » [3].

■ **Une allégation dénuée de fondement**

C'était naturellement faux. « Techniquement, écrivit *Le Monde*, l'Irak est, sans nul doute, encore loin de disposer des moyens de se doter de l'arme nucléaire » [4]. Quand on connaît les difficultés techniques liées à la fabrication d'une bombe nucléaire, cette réflexion était de simple bon sens. Car si le principe de la bombe atomique est relativement simple (on va amorcer une réaction en chaîne qui va libérer une énergie

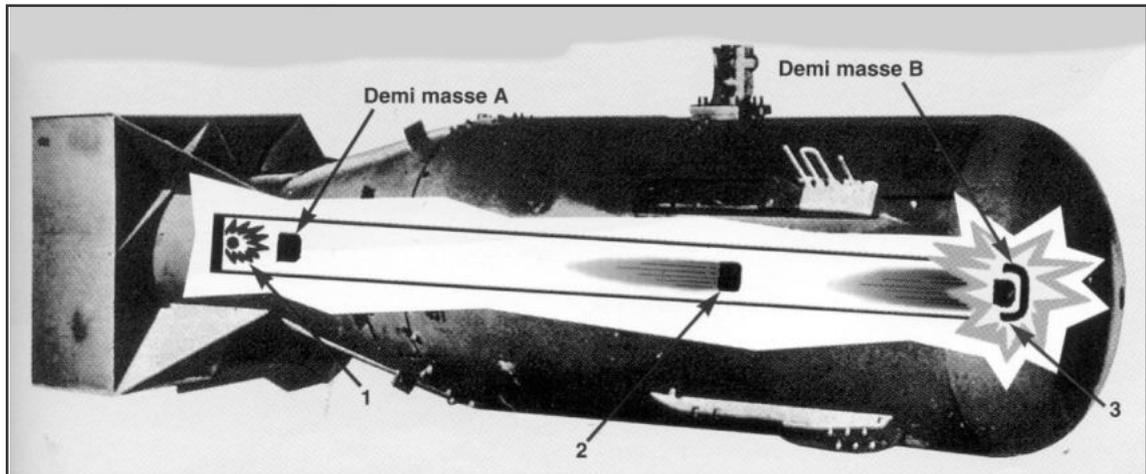
considérable), sa réalisation pose des difficultés pratique considérables.

1°) Si l'on veut une bombe rudimentaire, il faut au minimum obtenir de l'uranium contenant plus de 90 % de l'isotope 235 alors que l'uranium naturel en contient... 0,7 %. C'est l'enrichissement, une opération délicate qui passe par la filtration en chaîne d'uranium sous forme d'hexafluorure ;

2°) Si l'on veut une bombe moderne, il faut irradier de l'uranium naturel et en extraire du plutonium de qualité « militaire ». Car comme l'uranium, le plutonium existe sous la forme de plusieurs isotopes. La fabrication d'une arme nécessite du plutonium contenant plus de 90 % d'isotope 239 (fissile). Or, dans un réacteur civil à eau sous pression, le plutonium récupéré après le traitement du combustible contient environ 60 % de l'isotope 239, ce qui est notoirement insuffisant. De plus, ce plutonium renferme des quantités significatives d'isotopes 240 à 242 et de nombreuses impureté. Autant de substances indésirables à l'usage militaire [5]. Par conséquent, d'autres techniques, très complexes, devront être mises au point ;

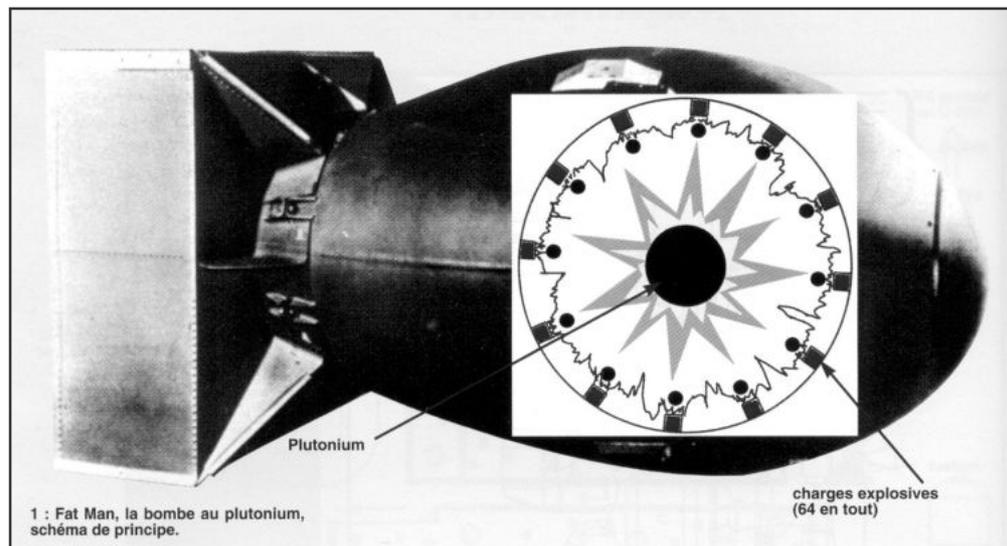
3°) Une fois le combustible obtenu, il va falloir trouver un moyen de mettre en place la « masse critique ». En effet, une réaction nucléaire commence lorsqu'une masse suffisante de combustible se trouve regroupée. Tant que la bombe est stockée, il ne faut surtout pas que cette masse soit atteinte. Mais une fois l'engin lancé, elle doit rapidement l'être.

(1) : Voy. *Le Monde*, 8 août 1990, p. 3. (2) : Voy. *Le Monde*, 26 septembre 1980, p. 3. (3) : Voy. *Le Monde*, 25 septembre 1980, p. 4. (4) : Voy. *Le Monde*, 26 septembre 1980, p. 3. (5) : Voy. Claude Mandil, *L'énergie nucléaire en 110 questions* (le cherche midi éditeur, 1996), p. 179.



↑ Schéma de principe de la bombe à l'uranium (type Hiroshima). Une fois l'engin largué, la demi-masse A est projetée sur la demi-masse B à l'aide d'un mini-canon.

↓ Schéma de principe de la bombe au plutonium (type Nagasaki). Une fois l'engin largué, des dizaines de petites masses de plutonium sont lancées simultanément en un même point, afin d'atteindre la masse critique.



Lorsqu'il s'agit d'une bombe à l'uranium, on sépare la masse nécessaire de combustible en deux parties (deux demi-masses). Une fois l'engin largué, à l'intérieur, un canon miniature projette une demi-masse mobile sur l'autre, fixée à l'autre bout (voilà pourquoi la bombe lancée sur Hiroshima était longue). La masse critique est alors atteinte, provoquant un début de réaction en chaîne.

Lorsqu'il s'agit d'une bombe au plutonium, c'est plus compliqué, car avant même d'atteindre la masse critique, du plutonium 240 contenu à l'état de trace dans une demi-masse peut initier des réactions de fissions ponctuelles. La solution à ce problème fut trouvée par un des chercheurs de Los Alamos, Seth Neddermeyer : elle consistait à fractionner le plutonium en plusieurs dizaines de

petites masses qui seraient projetées instantanément en un même point par autant de petites charges explosives (voilà pourquoi la bombe lancée sur Nagasaki étaient plus sphérique que longue).

4°) Mais ce n'est pas tout : une fois la masse critique atteinte, il faut la comprimer et la confiner « *pendant suffisamment longtemps pour qu'il se dégage assez d'énergie pour une explosion. Sans cela, il y a dispersion de la matière sans explosion* » [1].

C'est clair : quel que soit le type de bombe, les technologies qui permettent d'atteindre le but fixé sont très compliquées, sans rapport avec celles mises en œuvre dans le civil, et ne peuvent être mise au point en quelques mois... Par conséquent, il était évident qu'en 1981, l'Irak était loin de pouvoir fabriquer un engin nucléaire, même rudimentaire.

■ **L'Irak craint pour son centre de recherches**

Mais pour les Israéliens, l'important était d'exciter les esprits. Aux USA, ils allaient remporter une première victoire : en septembre, le « lobby anti-irakien » emmené par le sénateur démocrate de Floride Richard Stone (« *l'un des plus ardents défenseurs d'Israël* » dicit *Le Monde*)

allait obtenir l'annulation du projet de vente de cinq Boeing à l'Irak [2].

Face à cette campagne, fin juillet, les autorités irakiennes adressèrent à l'ONU une lettre dans laquelle Israël était accusé de projeter un raid aérien contre Tammuz [3].

◆ **LA FRANCE HONORE SON CONTRAT**

Malgré ces premiers attentats qui n'auguraient rien de bon et malgré les menaces, le contrat continua à être honoré (au grand dam des Israéliens qui réclamaient l'arrêt de la collaboration franco-irakienne, voir plus bas). En septembre 1980, la presse annonça que la France était prête à livrer à l'Irak l'uranium hautement enrichi destiné au réacteur Tammuz-I [4]. A cette date, en effet, le réacteur était « *en cours d'achèvement* » et sa mise en service prévue pour le début 1981 [5]. Quant au petit réacteur Tammuz-II, le combustible avait été récemment livré : 12 kg d'uranium enrichi à 93 % [6].

◆ **L'IRAK POUVAIT-IL FABRIQUER UNE BOMBE À TAMMUZ ?**

L'uranium utilisé dans une bombe atomique devant être enrichi à plus de 90 %, les 12 kg livrés par la France pouvaient certes être

(1) : Voy. *L'énergie nucléaire. Les réacteurs surrégénérateurs. Superphénix* (éd. EDF, 1976), p. 5. (2) : Voy. *Le Monde*, 21-22 septembre 1980, p. 4. (3) : « *L'Irak avait déjà mis en garde le Conseil de Sécurité dans une lettre du 29 juillet 1980, sur le fait que la campagne sioniste contre l'Irak était le prélude à un raid israélien contre le réacteur nucléaire irakien, étant donné que l'entité sioniste possède des appareils de fabrication américaine à long rayon d'action pouvant porter des coups à l'intérieur de l'Irak* » (voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, p. 14, col. B). (4) : Voy. *Le Monde*, 21-22 septembre 1980, p. 4. (5) : Voy. *Le Monde*, 2 octobre 1980, p. 3. (6) : « *La France a récemment livré à l'Irak une première charge d'au moins douze kilogrammes d'uranium enrichi à 93 %, potentiellement utilisable à des fins militaires, destinée à faire fonctionner un petit réacteur nucléaire ("maquette critique")* » (voy. *Le Monde*, 26 septembre 1980, p. 3).

« potentiellement utilisables à des fins militaires ». Mais employé tel quel, l'explosif aurait été « de piètre qualité » [1]. Si, vraiment, l'Irak souhaitait faire une bombe, il lui fallait utiliser cet uranium pour produire du plutonium, un des composants fondamentaux des armes nucléaires modernes. Mais les autorités françaises étaient formelles :

Sauf à disposer d'une technique extrêmement sophistiquée, cette quantité de moins de 12 kilogrammes [d'uranium] est notablement inférieure à celle qui est nécessaire pour l'emploi dans un engin atomique [Id.].

■ Un procédé possible...

Une possibilité était de placer à la périphérie du réacteur une gaine d'uranium naturel qui, sous l'effet du bombardement neutronique, engendrerait une certaine quantité de plutonium [2]. A intervalle régulier, cet uranium devrait être récupéré afin d'en extraire chimiquement le plutonium, pendant qu'une autre gaine serait placée dans le même but. L'Italie ayant doté l'Irak d'un laboratoire « chaud » permettant de travailler sur le plutonium, en théorie, une telle opération était possible.

■ ... mais qui aurait été détecté par les techniciens français

Cependant, outre le temps très long mis pour récupérer assez d'explosif nucléaire [3], cette méthode aurait été détectée par les Français travaillant sur le site. En effet, la pose et la dépose d'une gaine d'uranium naturelle ne s'effectue pas en quelques heures. Comme l'a écrit le général Buis :

Un réacteur n'est pas une bicyclette dont on peut enlever subrepticement une roue le jeudi soir pour la remettre en place non moins subrepticement le samedi matin, — le vendredi étant dimanche du monde islamique [4].

De plus :

du haut de la piscine où est plongé le réacteur, on voit le cœur et l'opération [consistant à mettre une gaine d'uranium naturel autour de ce cœur] est donc impossible à faire à l'insu de ceux qui travaillent autour [5].

Or, sachant que jusqu'en 1989, outre la venue régulière d'inspecteurs, des techniciens français travailleraient continuellement sur le site, l'hypothèse d'une gaine d'uranium placée en cachette était absurde.

(1) : Voy. *La Croix*, 10 juin 1981, article du Michel Chevalet intitulé : « Recherche scientifique et bombe ». (2) : Le plutonium est fabriqué ainsi : de l'uranium 238 est bombardé par des neutrons, ce qui donne de l'uranium 239 très instable. En rejetant un proton, il se transforme en neptunium, un élément radioactif de courte vie qui, en perdant un proton, va donner du plutonium. Les réactions mises en jeu sont les suivantes : $^{238}_{92}\text{U} + {}^1_0\text{n} \rightarrow {}^{239}_{92}\text{U}$; ${}^{239}_{92}\text{U} \rightarrow {}^{239}_{93}\text{Np} + {}^0_{-1}\text{e}$; ${}^{239}_{93}\text{Np} \rightarrow {}^{239}_{94}\text{Pu} + {}^0_{-1}\text{e}$.

(3) : Dans le combustible irradié que l'on décharge des réacteurs, il y a environ 1 % de plutonium. (4) : Voy. le *Nouvel Observateur*, 20 juin 1981, article du général Georges Buis intitulé : « Peur pour rien ». (5) : *Id.* Voy également *Le Monde*, 17 juin 1981, p. 32 : « la taille et l'emplacement de cette couverture seraient telles que les inspections visuelles ordinaires révéleraient sa présence » (déclaration de Sivard Eklund, directeur général de l'AIEA).

■ **Un autre procédé qui aurait également été détecté**

La dernière solution aurait alors consisté à remplacer clandestinement, dans le cœur du réacteur, les matériaux dont l'irradiation était prévue à des fins expérimentales par de l'uranium naturel. Mais bien que moins visible, ce subterfuge aurait été « détectable par deux effets » :

1°) l' « échauffement de l'uranium » qui, exigeant la mise en place de refroidisseurs, aurait entraîné « des modifications visibles » dans le réacteur ;

2°) la réduction sensible du temps après lequel du nouveau combustible aurait dû être remis dans le cœur du réacteur [1].

■ **Les garde-fous prévus par la France**

Voilà pourquoi les cris d'alarme poussés ça et là, comme si la France agissait de façon criminelle en livrant à un pays des usines « clés en main » pour la fabrication des bombes nucléaires, étaient absolument injustifiés. Répondant le 24 septembre 1980 à une question écrite du sénateur Francis Palmero, le ministre des Affaires étrangères Jean François-

Poncet rappela que « la quasi-totalité des réacteurs de recherche dans le monde, et en particulier la plupart de ceux livrés par les Etats-Unis, utilisaient ce type de combustible », c'est-à-dire de l'uranium très enrichi (*Id.*). Il ajouta que les 12 kg livrés « correspond[ai]ent aux seuls besoins du réacteur de recherche fourni » et qu'ayant été préalablement irradiés, ils ne pourraient être utilisés comme « matière première » dans la fabrication d'une bombe [1]. De plus, ces 12 kg avaient une durée de vie de quelques mois (voire de vingt jours seulement si le réacteur fonctionnait à pleine puissance [3]), et c'est seulement une fois ce délai dépassé que la France effectuerait une nouvelle livraison. Ainsi rendait-on impossible la production, à partir du combustible fourni, d'une quantité suffisante de plutonium pour la fabrication d'une bombe [4].

Enfin, cette fourniture au compte-gouttes permettait de se prémunir au cas où, soudainement, l'Irak aurait rompu ses engagements et aurait décidé de travailler seul. Car la France aurait alors immédiatement cessé ses livraisons de combustible, rendant là aussi « impossible la production de quantités significatives de matière fissile à usage militaire » [5]

(1) : Voy. *Le Monde*, 17 juin 1981, p. 4. (2) : Il faut en effet savoir que plus un combustible a été irradié, moins il va permettre de récupérer du plutonium de qualité militaire. Les experts sont formels : « En théorie, il est exact que le plutonium de qualité civile, pauvre en isotope 239, peut permettre de fabriquer un engin explosif. Mais il faut souligner qu'une telle réalisation se révélerait très complexe, pour un résultat incertain » (voy. C. Mandil, *op. cit.*, p. 179). (3) : Voy. *Le Monde*, 17 juin 1981, p. 4. (4) : [« ces charges de combustible dont la durée de vie n'est que de quelques mois, ne sont livrées qu'une par une » (voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 4.) « La France s'est engagée à ne fournir qu'au compte-gouttes l'uranium enrichi nécessaire au fonctionnement du réacteur afin qu'il soit impossible de produire suffisamment de plutonium pour faire une bombe » (voy. le *Nouvel Observateur*, déjà cité). (5) : Voy. le communiqué du CEA, publié dans *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, p. 35. Voy. également *Le Monde*, 17 juin 1981, p. 4 : « Les techniciens français, tout comme les inspecteurs de l'AIEA,

Par conséquent, il n'y avait pas à s'alarmer de cette première livraison, parfaitement banale dans un pays qui souhaitait développer un programme nucléaire civil. Telle était d'ailleurs la conclusion du général Buis qui, dans son article publié par le *Nouvel Observateur*, écrivait :

que les Irakiens aient voulu former de bons techniciens nucléaires, cela les regarde et, ce faisant, ils sont dans la ligne de tout pays moyennement développé. Dire qu'ils se mettaient en mesure de se donner rapidement des têtes nucléaires est extravagant [Id.].

■ **L'AIEA annonce que les installations irakiennes seront contrôlées**

Le 23 septembre 1980, l'AIEA déclara que les inspections menées en Irak depuis 1972 s'appliqueraient désormais au site de Tammuz ainsi qu'à « toute autre installation nucléaire susceptible d'être mise en service et à toute autre matière nucléaire que l'Irak pourrait importer ou produire » [1].

◆ **PREMIER RAID CONTRE LE SITE DE TAMMUZ**

Malgré ces garanties, Israël poursuivit sa politique d'excitation. Entre temps, la guerre Iran-Irak avait commencé. Fin septembre, dans un entretien télévisé, le chef des services de renseignements militaires israé-

liens, le général Yehoshua Saguy, « manifest[a] sa surprise en apprenant que les Iraniens n'avaient pas encore bombardé le réacteur nucléaire en cours de construction à Bagdad » [2]. Selon lui, les Iraniens devaient s'inquiéter du fait que « l'Irak sera[it] à coup sûr une puissance nucléaire à la fin des années 80 » (Id.).

■ **Une attaque tout d'abord attribuée à l'Iran...**

Et comme par hasard, le 30 septembre, des avions non identifiés de type « Phantom » attaquèrent et touchèrent la centrale du Tammuz, endommageant deux bâtiments de stockage [3]. L'opération fut tout d'abord attribuée à des engins iraniens. Dans *Le Monde*, Jean de la Guérivière écrivit : « Ce que l'on constate, c'est que les chasseurs-bombardiers Phantom de l'Iran sont d'une très grande efficacité » (Id.).

■ **...mais sur laquelle Israël était trop bien renseigné**

Le jour même, toutefois, un communiqué de Bagdad affirma que les bombes avaient été lancées « par des avions ennemis qui n'étaient pas iraniens » [4]. Le lendemain, Radio-Téhéran confirma en démentant toute implication dans le raid [5]. Intox en temps de guerre ? C'est ce que l'on pouvait *a priori* penser. Mais outre la concomitance troublante avec

auraient, dans tous les cas, facilement détecté les opérations — détournement de combustible ou irradiation de grandes quantités d'uranium — que les Irakiens auraient dû mettre en œuvre pour [fabriquer la bombe]. Dans les deux cas, la réaction immédiate de la France aurait été [...] l'arrêt immédiat de livraisons d'uranium très enrichi. les quantités laissées sur place auraient été insuffisantes pour fabriquer une bombe ».

(1) : Voy. *La vérité sur « Tammouz »*, déjà cité, p. 39. (2) : Voy. *Le Monde*, 30 septembre 1980, p. 9. (3) : Voy. *Le Monde*, 2 octobre 1980, p. 3. (4) : Voy. *Le Monde*, 4 octobre 1980. (5) : Voy. *Le Monde*, 3 octobre 1980, p. 40.

les propos du chef des services de renseignements israéliens, l'analyse de la presse israélienne fragilisait grandement cette thèse. Dans un article intitulé : « Où les Israéliens qui disposent eux aussi de Phantom se montrent un peu trop bien renseignés... », un correspondant du *Monde*, Francis Cornu, soulignait :

1°) Que depuis plusieurs jours :

l'ensemble des chroniqueurs militaires de la presse israélienne, à grand renfort d'analyses savantes, [avaient] soigneusement préparé leurs lecteurs à l'éventualité de ce raid [*Id.*].

2°) Que les journalistes israéliens étaient très — trop — bien renseignés sur ce raid. Peu avant la déclaration de la radio iranienne, ils avaient précisé :

- que la défense anti-aérienne iranienne avait été particulièrement inefficace contre les assaillants ;

- que les premières estimations des dégâts étaient bien inférieures à la réalité ;

- que, selon Téhéran, le réacteur allait être à nouveau bombardé [*Id.*].

La presse israélienne prétendait obtenir ce dernier renseignement d'« informateurs à Beyrouth » qui se seraient référés à de tout aussi mystérieuses « sources iraniennes dignes de foi » (*Id.*). Cependant, du côté de Téhéran, il aurait été absurde de démentir et, en même temps, de révéler qu'une nouvelle attaque allait avoir lieu. Tout portait donc à croire que les autorités israéliennes avaient commis une gaffe : ignorant que Radio-Téhéran allait démentir, elles avaient divulgué des informations qu'elles tenaient non pas des Iraniens ou de mystérieux observateurs, mais de leurs propres stratèges et des images prises par... leurs propres avions. Car — autre hasard — le « Phantom » était le seul type d'appareil américain « existant à la fois dans les forces aériennes iraniennes et israéliennes », ce qui faisait écrire au correspondant du *Monde* : « De là à penser que rien ne ressemble plus à un Phantom qu'un autre Phantom... » (*Id.*).

■ **Face aux soupçons, Israël crie à l'antisémitisme**

Sans surprise, Israël tenta de réparer la gaffe commise en criant, comme d'habitude, à l'antisémitisme. Intervenant le 3 octobre à la télévision, le vice-ministre de la Défense Mordechaï Zibori lança :

Les informations concernant la participation d'Israël dans le bombardement du centre nucléaire irakien sont dénuées de tout fondement et rappellent les calomnies antisémites*.

Le Monde, 3 octobre 1980, p. 40.

Les Israéliens sont fortement soupçonnés d'être les responsables de l'attaque contre le site de Tammuz.

L'attaque du centre nucléaire irakien de Tamuz
Où les Israéliens
qui disposent eux-aussi de Phantom
se montrent un peu trop bien renseignés...

De notre correspondant

Jérusalem. — Soudaine discrétion après une série d'informations exclusives. La radio moment, le journal *Maariv* annonçait en gros caractères : « Selon Téhéran, le réacteur

* Voy. *Le Monde*, 4 octobre 1980.

L'attaque du centre nucléaire irakien

**JÉRUSALEM ATTRIBUE LES RUMEURS
SUR LA PARTICIPATION DE SES AVIONS
A UNE « CALOMNIE ANTISÉMITÉ »**

De notre correspondant

Jérusalem. — De manière source autorisée irakienne
inhabituelle pour un démenti qui déclarent que le bombar-
dement du 30 septembre a

L'éternel joker du juif pris la main dans le sac :
crier à l'antisémitisme... (*Le Monde*, 4 oct. 80)

ne pas être repérés par les radars jordaniens [2]). Dans les jours qui suivirent l'attaque, le *Monde* écrit :

Selon l'entourage de M. Begin, le projet [de raid] a été élaboré il y a plus d'un an [donc avant juin 1980] et la décision définitive d'agir aurait

été prise en octobre 1980, après — M. Begin n'a pas manqué d'insister sur ce point — « l'échec des démarches diplomatiques » entreprises au-

près du gouvernement français pour le dissuader de poursuivre son assistance à l'Irak dans le domaine nucléaire. Après le mois d'octobre, un comité ministériel restreint avait été chargé de coordonner les préparatifs. A plusieurs reprises, la date de l'opération a été différée pour des raisons qui n'ont pas été précisées [...]. On a appris dans les milieux diplomatiques que plusieurs ministres s'étaient opposés à la décision alors que le ministre de l'Agriculture, M. Ariel Sharon, le plus « faucon » d'entre eux, menaçait, il y a trois semaines, de donner sa démission si l'ordre de lancer le raid était une nouvelle fois différé [3].

Ce démenti ne convainc toutefois pas grand monde. En premier lieu, il ne convainc pas les Irakiens qui, pourtant, auraient eu tout intérêt à charger leur ennemi du moment : l'Iran. Dans un discours prononcé quelques mois plus tard devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le ministre irakien des Affaires étrangères, Saadoun Hammadi, déclara :

Nous avons la conviction que les avions de guerre sionistes ont lancé deux raids visant [Tammuz] le [30] septembre 1980 [1].

◆ L'ATTAQUE DU 7 JUIN 1981

Mais surtout, on notera que la presse israélienne avait raison : dès octobre 1980, une nouvelle attaque était projetée contre le site de Tammuz. Celle-ci intervint le 7 juin 1981, à 18 h 30 heure locale, et entraîna la destruction du réacteur Osirak. Seulement, Téhéran n'y était pour rien ; le raid, qui avait été mis au point par les Israéliens, fut perpétré par leurs avions, des F-15 et des F-16 partis de Beersheba (et non d'Eliat afin de

Ces précisions permettaient de lever le voile sur toute l'affaire, depuis le début. On en déduisait en effet que, à la fin des années 70, des pourparlers secrets avaient eu lieu entre Paris et Tel-Aviv, pourparlers au cours desquels l'État juif avait demandé à la France de rompre ses contrats passés avec l'Irak dans le domaine du nucléaire [4]. L'attentat de la Seyne en avril 1979 et ceux qui avaient suivi avaient été organisés très probablement pour faire pres-

(1) : Voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, p. 11, col. A. (2) : Voy. V. Ostrovsky, *op. cit.*, p. 26. (3) : Voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 3. (4) : Les USA avaient activement soutenu les Israéliens dans cette entreprise. V. Ostrovsky écrit que sous Jimmy Carter, « les diplomates américains pressèrent la France et l'Irak de changer leurs plans » (*op. cit.*, p. 3).

sion sur les autorités françaises en démontrant que les Juifs ne plaisantaient pas. Ces manœuvres ayant échoué, Israël — fidèle à sa politique terroriste — avait alors décidé de détruire purement et simplement le site de Tammuz. Une première attaque avait été lancée le 30 septembre 1980. Malgré les dégâts, elle s'était soldée par un échec. Une deuxième avait alors été immédiatement décidée (ce que révélait la presse israélienne avant le démenti iranien). Bien que reportée plusieurs fois (dont une fois le 10 mai 1981), elle avait finalement permis de détruire l'objectif le 7 juin 1981.

ISRAËL AVAIT-IL LE DROIT DE DÉTRUIRE TAMMUZ ?

◆ ISRAËL PRÉTEND QU'IL S'AGISSAIT D'UNE « OPÉRATION DE SURVIE »

Comme pouvait s'y attendre, l'agression israélienne fut largement dénoncée. Paris, Londres et le Caire protestèrent. Le secrétaire général des Nations-Unies (M. Waldheim) et son homologue de la Ligue arabe (M. Chadli Klibi) firent de même, bientôt rejoints par le président de conseil des ministres de la CEE (M. Van der Klaauw)*. Mais, reprenant son éternelle dialectique, Israël balaya ces critiques en prétendant que les juifs étaient en danger de mort et

qu'il s'agissait d'une « opération de survie » :

M. Begin, interrogé lundi soir à la radio, a balayé d'un mot toute allusion : « *C'était maintenant ou jamais* », a-t-il dit, mais parce que, selon lui, le réacteur Osiris [Tammuz-I] pouvait être « activé » dès le mois de juillet. Il a mis l'accent sur les risques que pourraient faire courir à Israël la fabrication d'armes nucléaires par l'Irak en précisant que « *trois, quatre ou cinq bombes atomiques pulvériseraient les centres urbains, détruiraient l'essentiel de l'infrastructure industrielle et décimeraient l'armée* ». Pour le premier ministre, le raid a donc été « *littéralement une opération de survie* »*.

◆ UNE DIALECTIQUE ACCEPTÉE PAR CERTAINS

Certaines personnes approuvèrent cette dialectique qui, finalement, reprenait l'adage : « Mieux vaut prévenir que guérir ». Le 24 juin 1981, ainsi, *Le Monde* publia une lettre de lectrice qui expliquait :

Le geste destructeur d'Israël appartient, à mon avis, à la catégorie des *gestes de violence légitime*. Il minimise les dégâts. Mieux encore, il les évite en les prévoyant.

[...] La centrale construite par la France, en cette contrée dont les habitants ne sont pas aptes à soupçonner le danger que renfermera le béton,

Jun 1981 : Israël justifie le bombardement du Tammuz en invoquant la légitime défense : mais à partir de quand une agression peut-elle qualifiée de défense légitime ?
(Source : *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 3)

que un esprit d'animosité entre les peuples, au ... ce manquement grave aux lois internationales, ration militaire et demandé que

L'État hébreu invoque la légitime défense

(Suite de la première page.) date, quelque trois semaines cette question est un argument eu quelque peine à expliquer sa position. En effet, on a appris que récemment informé des pro-
Cela explique notamment l'igno- pondre à des préoccupations inté- pour l'étranger s. M. Begin, interrogé lundi soir

* Voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 3.

nous couvrirait de honte, nous faisait participer à une génocide. Nous savons bien, nous, que l'atome pacifique engendre l'atome guerrier. Et que, de toute façon, une centrale atomique est potentiellement dangereuse. Elle ne sera, jamais, pacifique ni inoffensive [Id.].

◆ LE PROBLÈME DE LA LÉGITIME DÉFENSE

■ La menace doit être imminente

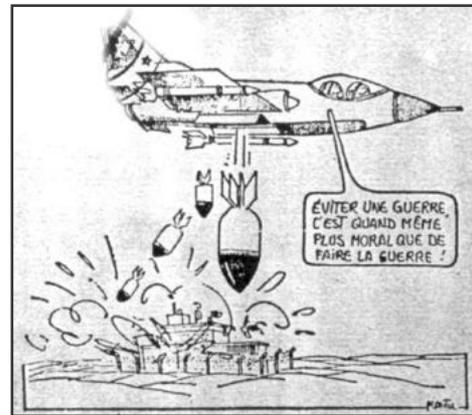
Tous ces individus semblaient ignorer que, pour être vraiment *légitime*, la défense doit être une réaction face à une « *menace d'une violence strictement imminente* » [1]. A l'échelle de la personne, ainsi, Héribert Jone précise :

la défense est donc permise, lorsque l'agresseur tire un poignard ou un revolver, épaulé un fusil, excite son chien, appelle ses complices, mais le cas est différent s'il s'agit d'une simple menace ou d'une crainte d'attaque [2].

■ Qu'en dit le Droit international ?

On me répondra sans doute que de tels principes ne sauraient être appliqués à l'échelle des États. Dans son ouvrage *Das Europäische Völkerrecht* publié en 1881, le professeur A. W. Heffter écrivait :

Il est évident que le point de vue étroit du droit privé ne peut servir ici de règle absolue aux rapports internationaux. Le secret qui enveloppe les trames de la politique ne laisse guère deviner très souvent ses vues ni son but véritable. Une longue observation



La rhétorique qui permet tout (*Le Monde*, 10 juin 1981, p. 4)

même du système politique poursuivi par un Cabinet ne fournira très souvent que des suppositions et rendra l'erreur excusable [3].

Seulement, cette possibilité d'erreur d'appréciation, loin de justifier toutes les initiatives aventureuses, exigeait au contraire une grande prudence. A. W. Heffter expliquait :

Le droit d'une juste défense est le droit qui appartient à chaque nation de repousser par la force une agression quelconque [...]. Assurément il faut une lésion réelle, ou bien une intention manifeste de léser. Tant qu'il n'y a pas lieu de craindre une telle lésion, il est permis seulement de prendre des mesures de précautions [...]. Dès que le danger existe, la nation menacée a le droit d'opposer la force, et même d'aller au-devant de l'attaque qui la menace en attaquant elle-même [...]. Toutefois, on doit se prémunir contre des entraînements inconsidérés et procéder dans des explications réciproques avec une franchise complète [*Ibid.*, pp. 72-3].

(1) : Voy. Jean-Benoît Vittrant, *Théologie morale* (éd. Beauchesne et ses fils, 1942), p. 200. (2) : Voy. H. Jone, *Précis de théologie morale* (éd. Salvator, 1959), p. 146. (3) : Voy. A.G. Heffter, *Le droit international de l'Europe* (éd. française parue chez A. Cotillon & Cie, Paris, 1883), p. 73.

Autrement dit, et en plus concis : vous pouvez vous défendre, même par une attaque préventive, mais il faut être certain que l'autre veut vous agresser. S'il y a doute, vous devez d'abord demander des éclaircissements.

■ **En droit, Israël ne pouvait pas détruite le site de Tammuz**

Immédiatement après, l'auteur citait un cas très intéressant :

Une nation peut prendre un tel accroissement qu'il pourra devenir par la suite un danger pour les autres nations. Néanmoins cet accroissement seul ne constitue aucunement un cas de juste défense et de guerre légitime, tant qu'il s'opère dans les limites du droit et de la justice internationale [*Ibid.*, p. 73.].

A l'époque, il s'agissait d'un accroissement territorial. Car les auteurs ne pouvaient imaginer qu'un jour, la technique permettrait d'élaborer des armes très destructrices comme les bombes atomiques. Mais l'idée de fond reste vraie s'il s'agit d'un accroissement technologique, comme l'acquisition de la technologie nucléaire. Aujourd'hui, A.W. Heffter pourrait écrire :

Une nation peut prendre un tel accroissement technologique (dans le domaine du nucléaire, par exemple) qu'il pourra devenir par la suite un danger pour les autres nations. Néanmoins cet accroissement seul ne constitue aucunement un cas de juste défense et de guerre légitime, tant qu'il s'opère dans les limites du droit et de la justice internationale.

Or, en se dotant d'un centre de recherches sur l'atome *dans le cadre*

du TNP et sous le contrôle de l'AIEA, l'Irak ne violait nullement le droit international.

■ **La France confirme...**

Ce fait, le gouvernement français le souligna dans une « mise au point » publiée peu après le drame. Les points 1 à 3 étaient rédigés ainsi :

1. [Le gouvernement français] constate que l'Irak, comme tout pays, a droit aux usages pacifiques de l'énergie nucléaire et il ne voit pas au nom de quels principes ce droit pourrait lui être refusé.
2. Il rappelle que l'Irak, ayant adhéré au traité de non-prolifération, a accepté les contrôles de l'Agence internationale pour l'énergie atomique sur l'ensemble de ses activités nucléaires. Rien ne permet de douter de l'efficacité de ces contrôles, qui s'exercent dans tous les pays qui ont signé avec l'AIEA un accord de garanties.
3. Il souligne que, aux termes de l'accord franco-irakien du 18 novembre 1975, l'Irak a, en outre, confirmé à la France son engagement à soumettre aux contrôles de l'AIEA les matières, équipements et installations reçues dans le cadre de la coopération entre les deux pays*.

Voilà pourquoi Israël n'était pas autorisé à détruire le site de Tammuz.

Ces principes de droit international, François Mitterrand les rappela implicitement lorsque, répondant au *Monde*, il déclara :

[...] je réprovoque l'initiative prise par M. Begin. Bien entendu, je comprendrais l'affaire autrement s'il était démontré qu'il y avait danger réel et proche pour

* Voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, p. 16, col. B.

Israël en raison d'un détournement éventuel par l'Irak de la technologie nucléaire à des fins militaires. Mais cette démonstration n'est pas faite, c'est le moins que l'on puisse dire [*Ibid.*, col. B.]

◆ **LES MENSONGES D'ISRAËL POUR TENTER DE SE JUSTIFIER**

■ **Une prétendue déclaration de S. Hussein**

Naturellement, restait l'argument selon lequel le réacteur Osirak aurait été conçu dès le début pour fabriquer des bombes atomiques destinées à être lancées sur Israël, donc que la menace aurait été réelle et imminente. Dans un communiqué diffusé le 8 juin 1981, les autorités israéliennes déclarèrent :

Des sources tout à fait dignes de foi nous ont dit qu'il [Osirak] avait pour objet, malgré les déclarations en sens contraire, de produire des bombes atomiques.

L'objectif de ces bombes était Israël. Cela a été explicitement dit par les dirigeants irakiens. Après que les Iraniens [sic] eurent légèrement endommagé le réacteur, Saddam Hussein a fait remarquer qu'il était sans objet pour les Iraniens d'attaquer le réacteur pour la bonne et simple raison que celui-ci était construit pour attaquer le seul Israël.

En conséquence, le gouvernement israélien a décidé d'agir sans plus attendre pour garantir la sécurité de notre peuple [...].

Deux gouvernements européens [la France et l'Italie] ont aidé le dictateur irakien, contre du pétrole, à fabriquer des armes nucléaires. Une fois de plus, nous leur demandons d'y renoncer. En aucun cas nous ne permettrons à un ennemi de mettre au point

des armes de destruction massive dirigées contre le peuple d'Israël. Nous défendrons les citoyens d'Israël en temps voulu et avec tous les moyens à notre disposition.

[...] nous avons été contraints de nous défendre par nos propres moyens contre la fabrication d'une bombe atomique en Irak, un pays qui lui-même n'aurait pas hésité à utiliser cet engin contre Israël et ses centres urbains [Voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 3].

L'argumentaire développé dans ce communiqué reposait sur le fait que S. Hussein lui-même avait explicitement déclaré que le réacteur Osirak devait permettre de fabriquer des bombes atomiques destinées à détruire Israël. Dès lors, il y aurait bien eu « *intention manifeste de léser* », donc danger réel pouvant être repoussé par une attaque préventive.

■ **La baudruche se dégonfle**

L'ennui est que dans les jours qui suivirent, la diplomatie israélienne dut faire machine arrière. Dans son édition du 16 juin, *Le Monde* écrit :

[...] le ministère israélien des Affaires étrangères a ordonné à tous ses ambassadeurs de ne plus invoquer l'argument justifiant le raid par une déclaration belliciste du président Saddam Hussein, celle-ci lui ayant été attribuée à tort.

Le Premier ministre israélien avait menti pour justifier l'agression de l'Irak

POUR JUSTIFIER L'ATTAQUE DE TAMUZ

M. Begin a attribué à tort une déclaration menaçante au président Saddam Hussein

Le Conseil de sécurité devait reprendre ses travaux ce lundi 15 juin. Samedi, Israël avait refusé de participer à une brève session dans laquelle il rassurait les Iraniens en leur disant que « le réacteur atomique ne vise que le seul ennemi du monde arabe, Israël ». En fait, M. Sad-

M. Begin avait cité à plusieurs reprises une déclaration du chef de l'État irakien au journal *Al Thaoura* dans laquelle il rassurait les Iraniens en leur disant que « *le réacteur ne vise que le seul ennemi du monde arabe, Israël* ». En fait, M. Saddam Hussein n'a jamais tenu ce propos [1].

■ **S. Hussein se défend**

Certes, on pourra me rétorquer que les déclarations ou les silences de S. Hussein ne changeaient rien à la réalité et que de nombreux indices laissaient penser à une utilisation militaire d'Osirak. Peu après le raid israélien, ainsi, S. Hussein accorda un entretien à la chaîne de télévision américain ABC. La journaliste qui l'interrogeait, Barbara Walters, lui dit :

Monsieur le Président, le volume du réacteur, la nature des combustibles utilisés et la capacité du réacteur à les transformer en armes nucléaires ainsi que la puissance de vos installations nucléaires qui est de 40 mégawatts, ce qui dépasse de loin les besoins de la recherche nucléaire, ont laissé penser que vous étiez en train de fabriquer une bombe atomique. Il faut ajouter à cela, Monsieur le Président, que la France vous a proposé un genre d'uranium qui ne peut être utilisé pour fabriquer les armes nucléaires mais que vous lui avez demandé de l'uranium enrichi. Si vous aviez accepté la proposition de la France, personne ne vous aurait soupçonné. Qu'avez-vous à dire à ce sujet ?

S. Hussein répondit :

Vous avancez-là des idées préconçues. Elles peuvent être fondées sur des données scientifiques comme elles peuvent ne pas l'être, indépendamment de ce que je dis. Mais je me réfère aux spécialistes. J'ai clairement dit que tous les experts occidentaux en matière de nucléaire, y compris des experts français de l'AIEA, ont affirmé que le réacteur irakien est destiné à des fins pacifiques. Ils n'ont jamais parlé d'un réacteur qui servirait à des fins militaires [2].

Le Président irakien ne mentait pas : dès le 9 juin au soir, l'AIEA avait publié un communiqué selon lequel « *Osirak, qui produit très peu de plutonium ne convient pas à un pays résolu à fabriquer une bombe au plutonium* » [3].

■ **Des articles alarmistes paraissent dans la presse...**

Certes, dans son édition du 11 juin, *Le Monde* publia un article signé « M.A. » selon lequel, un « *calcul simple* » permettait de conclure que 20 kg de plutonium pouvaient être annuellement fabriqués dans la pile-piscine Osirak, sœur jumelle de la pile Osiris qui fonctionnait en France à Saclay. « *Or, continuait l'auteur, il faut de 5 à 7 kilos de plutonium pour faire une bombe* » [4].

■ **...mais sont rapidement démentis**

Six jours plus tard, cependant, le quotidien publia un rectificatif. Le « *calcul simple* » y était qualifié d'« *estimation grossière* » au motif

(1) : Voy. *Le Monde*, 16 juin 1981, p. 30. (2) : Voy. S. Hussein, *A propos de l'agression sioniste contre le réacteur irakien. Texte intégral de l'interview accordé à la chaîne ABC de la télévision américaine* (Ministère de la Culture et de l'Information, Bagdad, 1981), pp. 14-15. (3) : Voy. *Le Monde*, 11 juin 1981, p. 3. (4) : Voy. *Le Monde*, 11 juin 1981, p. 3.

qu'il ignorait « *diverses difficultés techniques* » qui réduisaient sensiblement la masse théorique calculée [1]. Plus loin, on lisait :

D'après le Commissariat à l'énergie atomique, la quantité maximale de plutonium produite par an serait de 2,4 kilogrammes dans Osiris, et plus faible dans Tammuz-I, dont le cœur est moins accessible [Id].

De son côté, le CEA publia un communiqué qui soulignait :

[...] certains calculs parus dans la presse, bien que partant de données physiques exactes, sont irréalistes car ils ne tiennent pas compte des contraintes imposées par le bilan neutronique et par la configuration mécanique du système.

Il n'y a d'ailleurs pas eu d'exemple dans le monde de tels détournements avec ce type de réacteur. Ils diffèrent de ce point de vue de ceux qui, utilisant l'uranium naturel (avec eau lourde ou graphite gaz) peuvent être en effet alimentés d'une façon autonome et ont constitué en fait la principale source de production de plutonium militaires [2].

■ **L'Irak a toujours respecté ses engagements**

Ajoutons à cela que l'Irak avait toujours soigneusement respecté ses engagements vis-à-vis de l'AIEA. Dans sa livraison du 19 juin 1981, l'hebdomadaire *Alwatan el Arabi* publia le texte d'un entretien avec Georges Delcoïn, porte-parole officiel de l'AIEA. A la question : « *A la lumière de vos rapports et des résultats de vos vérifications, peut-on formuler une*

critique, quelle qu'elle soit, contre l'Irak ? », il répondit :

Absolument pas. L'Agence n'a aucune observation à formuler. Bagdad a tenu ses engagements envers l'Agence internationale et le TNP [Ibid., p. 36.].

D'ailleurs, même les Américains — toujours prêts à soutenir la cause sioniste — concédaient ne « *pas avoir de preuve que l'Irak [ait] violé le traité [de non-prolifération]* » [3] ; ils ajoutaient que « *rien ne permettait de croire à une fabrication prochaine d'armes nucléaires par l'Irak* » [4].

■ **Un nouveau mensonge israélien...**



Ces vérités étant incontestables, trois jours après la parution du communiqué israélien, M. Begin alla plus loin. Il tenta de faire croire que, malgré les propos rassurants diffusés

dans la presse, l'Irak s'était soustrait aux contrôles. Le Premier ministre israélien précisa que le raid avait permis de détruire non seulement le réacteur Osirak, mais aussi « *des laboratoires "secrets" construits à 40 mètres sous terre* ». *Le Monde* poursuivait ainsi :

[M. Begin] a précisé que c'est dans ces locaux que devaient être fabriquées les bombes atomiques. Le Premier ministre [...] a ajouté que si les premières installations étaient soumises aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les secondes ne l'étaient pas. Il a en outre

(1) : Voy. *Le Monde*, 17 juin 1981, p. 4. (2) : Voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, p. 35. (3) : Voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 4. (4) : Voy. *Le Monde*, 19 juin 1981, p. 4.

indiqué que les services de renseignement israéliens connaissaient depuis un certain temps l'existence d'un laboratoire souterrain et que le gouvernement l'avait fait savoir à divers organismes internationaux [1].

■...aussitôt démenti par la France

Des « laboratoires secrets » à 40 m sous terre ! Nous verrons plus loin pourquoi M. Begin avait proféré une telle accusation, car ou a toujours tendance à soupçonner les autres de ce que l'on fait soi-même. Quoi qu'il en soit, ces propos étaient si ridicules que peu après, M. Begin les corrigea. Il prétendit que les installations secrètes n'étaient pas à 40 mètres, mais à... 4 mètres sous terre. Toutefois, cette reculade ne sauvait rien : dès le lendemain, la France démentit, qualifiant de « fantaisistes » les déclarations du Premier ministre israélien. Dans son communiqué, le Quai d'Orsay souligna :

la seule installation que pourrait viser cette accusation fantaisiste est le bâtiment des guides à neutrons, destiné à des expériences scientifiques portant sur la physique des solides. Ces équipements ne peuvent en aucune façon être utilisés à des fins militaires, et il existe une installation identique près du réacteur Orphée, à Saclay. Cette installation est, bien entendu, comme toutes les installations nucléaires irakiennes, ouverte au contrôle de l'AIEA [2].

LES SUITES DU RAID

M. Begin affirme que des « laboratoires secrets » ont également été détruits

De notre correspondant

Jérusalem: — M. Begin a déclaré, jeudi soir 11 juin, que lors du raid contre le centre

ton et Jérusalem. Toutefois, certains commentateurs et hommes politiques relèvent que si, dans le

↑ Israël prétend que l'Irak possédait des « laboratoires secrets » (*Le Monde*, 13 juin 1981, p. 4.)
 ↓ Affirmation aussitôt démentie par la France (*Le Monde*, 14-15 juin 1981, p. 3).

PROCHE-ORIENT

Les suites du raid israélien contre le centre de recherches nucléaires irakien

Le Quai d'Orsay qualifie de « fantaisistes » les déclarations de M. Begin sur les « laboratoires secrets »

Le premier ministre israélien ayant affirmé qu'il existait des « laboratoires secrets » souterrains dans l'enceinte du centre de recherches nucléaires irakien (de *Monde* du 13 juin), le Quai

bâtiment des guides à neutrons était effectivement enterré et protégé par d'épais murs de béton, en raison du caractère complexe des expériences thermiques qui peuvent y être con-

du 21 au 25 septembre, « considérer toutes les implications de cette affaire, y compris la suspension de l'exercice, par Israël, de ses privilèges et droits de membre de l'A.I.E.A. conformément

Les autorités françaises précisèrent que :

le bâtiment des guides à neutrons était effectivement enterré et protégé par d'épais murs de béton en raison du caractère complexe des expériences thermiques qui peuvent y être conduites [Id].

Soucieuses de prouver leur bonne foi, elles autorisèrent l'AIEA à faire connaître les clauses secrètes de l'accord de coopération signé en 1979 entre la France et l'Irak [3].

Bref, de l'argumentaire sioniste développé pour justifier le raid, il ne restait rien. L'agression israélienne contre l'Irak était totalement injuste. C'était un acte de guerre caractérisé.

(1) : Voy. *Le Monde*, 13 juin 1981, p. 4. (2) : Voy. *Le Monde*, 14-15 juin 1981, p. 3.
 (3) : Voy. *Le Monde*, 17 juin 1981, p. 4.

PAS DE SANCTIONS CONTRE ISRAËL

◆ LES USA SOUTIENNENT ISRAËL

Malgré cela, les USA soutinrent une nouvelle fois leur allié. Interrogé, le président Ronald Reagan condamna du bout des lèvres, mais s'empressa de souligner qu'« Israël avait des raisons d'être inquiet » et qu'il avait « pu sincèrement penser que c'était une mission défensive » ; car, disait-il, l'Irak n'avait « jamais signé le cessez-le-feu ni reconnu Israël comme une nation » et ne s'était « jamais joint à un quelconque effort de paix » [1]. Ce à quoi S. Hussein répondit :

« Israël » a-t-il agressé l'Irak parce que ce dernier n'a pas signé les accords de Camp David qu'on nomme « traité de paix » ou bien parce qu'il refusa de signer, en 1948, le traité de cessez-le-feu ? Non, ce n'est pas à cause de cela. L'Irak n'est pas le seul à ne pas avoir signé ces traités. La raison véritable c'est qu'« Israël » veut maintenir les Arabes dans un état de sous-développement pour pouvoir les dominer et les persécuter. C'est pour cette raison qu'il a lancé la dernière attaque sur l'Irak ; Reagan, dans ce cas-là, a été injuste et partial [2].

◆ L'IRAK RÉCLAME DES SANCTIONS CONTRE ISRAËL

Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le ministre irakien des Affaires étrangères réclama en ces termes des

« sanctions contraignantes » contre Israël :

Nous pensons, à partir d'une position de principe, que la simple condamnation de l'acte israélien ne suffit pas. Le Conseil doit assumer sa responsabilité d'une manière effective en adoptant des mesures précises pour protéger les États dans leur droit inaliénable de disposer de programme nucléaire à des fins pacifiques, conformément aux critères admis internationalement. En conséquence, des sanctions contraignantes, conformément au chapitre 7 de la Charte doivent être imposées à Israël pour éviter la grave menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales née de ses agissements.

Il doit être à jamais mis un terme à la rébellion israélienne à l'égard de la loi [3].

◆ LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE SOUTIENNENT LA DEMANDE IRAKIENNE

Le 15 juin, le représentant de la France au Conseil de sécurité, Jacques Leprette, exigea une « résolution ferme » contre l'État juif. Soutenu par le délégué britannique, il lança :

La responsabilité du Conseil est en jeu, et il ne saurait s'y soustraire sans que son autorité soit atteinte. Il est important qu'une résolution ferme apporte une conclusion à nos débats.

Le Monde, 17 juin 1981, p. 4



(1) : Voy. *Le Monde*, 18 juin 1981, p. 3. Moins de vingt-quatre heures après la tenue de ces propos, le porte-parole du département d'État rectifia le tir en déclarant que « M. Reagan n'avait pas voulu justifier le raid du 7 juin : il ne faisait que citer les arguments d'Israël » (voy. *Le Monde*, 19 juin 1981, p. 4). (2) : Voy. S. Hussein, *A propos de...*, déjà cité, pp. 21-22. (3) : Voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, pp. 14-15.

Cette résolution devrait comporter les éléments suivants :

- La condamnation de l'action militaire israélienne ;
- Un appel solennel lancé à Israël de mettre un terme à de telles actions militaires ;
- La juste réparation des destructions et des dommages, dont Israël a publiquement reconnu être responsable [Ibid., p. 18, col. A.].

◆ UN TEXTE FERME EST VOTÉ...

Quatre jours plus tard, un texte fut voté, qui avait été mis au point conjointement par les USA et l'Irak [Voy. *Le Monde*, 20 juin 1981, p. 4, article intitulé : « Les Etats-Unis s'entendant avec l'Irak sur un projet de résolution condamnant Jérusalem »]. On lisait notamment :

Le conseil de sécurité [...] :

- 1) Condamne vigoureusement l'attaque militaire menée par Israël, en violation flagrante de la charte des Nations Unies et des normes de conduite internationale ;
- 2) demande à Israël de s'abstenir de perpétrer de tels actes ou de menacer de le faire ;
- [...]
- 6) considère que l'Irak a droit à des réparations appropriées pour la destruction dont il a été victime et dont Israël a reconnu être responsable [1].

■ ... mais qui reste sans portée

Comme le fit alors remarquer *Le Monde* : « Les Etats-Unis n'étaient

sans doute jamais allés aussi loin, à l'ONU, dans une condamnation d'Israël » [2]. Mais il ne s'agissait que d'apparences. Car immédiatement après le vote, l'ambassadrice des USA à l'ONU, M^{me} Kirkpatrick, avait tenu à réaffirmer l'indéfectible soutien de son pays à l'État juif en lançant :

Rien ne s'est produit qui modifie d'une manière quelconque la force de nos engagements ou la chaleur de nos sentiments. Nous sommes fiers d'appeler Israël notre ami et allié [3].

Plus important encore, aucune sanction n'avait été requise contre l'agresseur, les USA ayant obtenu — sous la menace d'imposer leur veto — que le point 6 restât « un paragraphe très vague », donc sans aucune portée réelle [4]. On soulignera d'ailleurs que la décision américaine, prise le 10 juin, de suspendre les livraisons d'armes à Israël (des F-15, des F-16, des chars et des missiles)



(1) : Voy. *Le Monde*, 21-22 juin 1981, p. 3. (2) : Voy. *Le Monde*, 20 juin 1981, p. 4. (3) : Voy. *Le Monde*, 21-22 juin 1981, p. 3. (4) : « Aucune sanction n'est requise. La délégation américaine a obtenu qu'on s'en tienne à un paragraphe très vague » (voy. *Le Monde*, 20 juin 1981, p. 4). « l'Irak aurait préféré des sanctions obligatoires contre Israël, mais il a dû y renoncer "pour une raison bien simple : le veto des Etats-Unis" » (voy. *Le Monde*, 21-22 juin 1981, p. 3).

était « de pure forme ». Le Monde écrivait : « Au pis, certaines livraisons pourraient être retardées en attendant que l'affaire se tasse » [1].

◆ ISRAËL AFFICHE SON MÉPRIS POUR L'ONU...

Il était donc clair que malgré les résolutions votées, la pression des États-Unis allait une fois de plus assurer l'impunité à Israël. L'État juif ne s'y trompa d'ailleurs nullement. Le 21 juin, lors d'une réunion électorale, M. Begin afficha tout le mépris qu'il avait pour l'ONU en lâchant : « *Mieux vaut une condamnation sans réacteur que ce réacteur sans condamnation* » [2]. Avec un effronterie éhontée, son représentant à l'ONU rejeta catégoriquement « *la résolution partielle et tendancieuse* » du Conseil de sécurité, dénia à l'Irak le droit de « *réclamer la réparation des dommages* » au motif que ce pays « *cherch[ait] à obtenir la destruction nucléaire d'un autre pays* » et que par conséquent, Israël n'avait fait « *qu'exercer son droit à l'autodéfense* » en « *supprimant cette terrible menace nucléaire pour son existence* ». [3]. De son côté, ignorant tout ce qui avait été démontré, le directeur général du ministère des Affaires étrangè-

res, David Kimche, répéta que « *l'Irak aurait disposé d'une ou plusieurs bombes atomiques d'ici à la fin de l'année 1983 ou au début de 1984 si le réacteur Osirak n'avait pas été détruit* » (Id.).

L'État hébreu campait donc sur les positions de M. Begin qui, le 9 juin, avait lancé à la face du

Israël affiche son mépris royal pour l'ONU (Le Monde, 23 juin 1981, p. 28).

Israël

LE RAID SUR TAMUZ

Jérusalem « rejette catégoriquement » la résolution du Conseil de sécurité

De notre correspondant

Jérusalem. — « Cela valait la peine d'être « puni » à l'unanimité par le Conseil de sécurité. » Tel était, dimanche 21 juin, le thème de l'éditorial du quotidien du soir *Yediot Aharonot*. La veille, au cours d'une réunion électorale, M. Begin avait déclaré : « *Mieux vaut une condamnation sans réacteur nucléaire irakien que ce réacteur sans condamnation.* » Le ton était ainsi donné pour que le gouvernement israélien confirme, lors du conseil des ministres, dimanche, le « *rejet catégorique* » de la résolution du Conseil de sécurité (le Monde daté 21-22 juin).

Dans un communiqué lu par M. Begin, le gouvernement « *condamne* » l'adoption de ce document « *injuste* » qui dénonce « *la nation qui, grâce à l'héroïsme de ses fils, a sauvé ses citoyens et ses enfants d'un désastre* » et non pas celle qui, selon le premier ministre, s'appretait à fabriquer des bombes atomiques. Le gouvernement reprend la menace de M. Begin au lendemain du raid sur Tamuz, en déclarant qu'Israël continuera « *par tous les moyens* » à empêcher ses ennemis de se doter de l'arme nucléaire. En outre, refusant l'une des demandes contenues dans la résolution du Conseil de sécurité, M. Begin a redit, devant le cabinet, qu'Israël refuserait tout contrôle international de ses propres installations nucléaires tant que tous ses pays arabes n'auront pas fait a. paix avec l'Etat hébreu.

Le gouvernement a donc voulu montrer qu'il resterait inflexible, mais ce comportement ne peut dissimuler une évidente inquiétude devant l'attitude des États-Unis. Le communiqué souligne à ce propos que c'est « *avec un très profond regret, [que] nous notons que les États-Unis, notre ami et notre allié, ont participé au tour qui vient d'être fait à Israël* ». Le texte met l'accent sur le fait que Washington « *est allé jusqu'à mener les négociations avec l'Irak* » pour mettre au point la résolution.

La participation très active du gouvernement américain à la condamnation d'Israël provoque de plus en plus de craintes à Jérusalem pour l'avenir des rapports entre les deux pays. Plusieurs ministres les ont exprimées lors de la réunion du cabinet. Cependant, les avis sont quelque peu partagés à ce sujet. Pour certains, Washington serait prêt à aller « *assez loin* » dans la critique à l'égard d'Israël afin de s'attirer les bonnes grâces de l'Irak et de renforcer ainsi sa nouvelle stratégie au Proche-Orient au détriment d'Israël. D'autres estiment qu'il s'agit d'une simple « *remontance* » en faisant observer que la situation n'est pas si grave puisque l'action des États-Unis a eu pour principal effet d'éviter des sanctions et que les dirigeants américains ont réaffirmé à plusieurs reprises, ces derniers jours, que les liens qui unissent les États-Unis à Israël ne seront pas remis en question.

FRANCIS CORNU.

(1) : Voy. Le Monde, 12 juin 1981, p. 8. (2) : Voy. Le Monde, 23 juin 1981, p. 28. (3) : Voy. Le Monde, 21-22 juin 1981, p. 3

monde : « *En dépit du flot de condamnations, Israël n'a aucune excuse à présenter* » [1]. Le Premier ministre avait même ajouté qu'Israël était prêt à frapper à nouveau, que ce soit l'Irak ou d'autres pays : « *Occupons-nous d'abord de ce fou de Saddam Hussein, avait-il déclaré, nous nous occuperons des autres plus tard* » (*Id.*). Et pour bien montrer que le pays ne regrettait rien, le 16 juin, alors que le Conseil de sécurité planchait sur le texte de la condamnation, les autorités juives avaient décerné la « *médaille du mérite, l'une des plus hautes distinctions israéliennes* », au commandant d'aviation responsable du bombardement de Tammuz [2].

◆ L'ÉTERNEL JOKER D'ISRAËL : 1940-1945 ET L' « HOLOCAUSTE »

■ *Un parallèle abusif*

Israël se sentait d'autant plus fort que, selon son habitude, il pouvait à tout moment sortir son joker : le rappel de ce qui s'était (prétendument) passé pendant la deuxième guerre mondiale et l'invocation du « plus jamais ça ». Dans l'affaire de Tammuz, il le fit à deux reprises. Lorsque, s'appuyant sur la résolution du Conseil de sécurité, la France et d'autres pays exigèrent le paiement de réparations pour la destruction du réacteur Osirak, le représentant d'Israël à l'ONU, Yehuda Blum, rétorqua :

Les Alliés ont-ils payé des réparations après avoir détruit les usines atomiques nazies pendant la deuxième guerre mondiale ? [3]

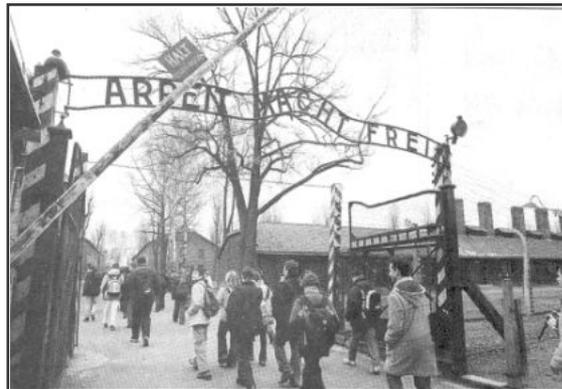
L'argument n'avait naturellement aucune valeur. Car pendant la guerre, les laboratoires atomiques avaient été construits pour développer des nouvelles armes, donc ils pouvaient être considérés comme des armes dont la destruction était autorisée au même titre que les fabriques militaires, les convois de munitions, les dépôts militaires, etc. Mais la sidération est telle lorsqu'un juif parle de la deuxième guerre mondiale que personne, à ma connaissance, ne répondit à Y. Blum.

■ « *Souvenez-vous !* »

Par ailleurs, lorsque la France et l'Italie protestèrent contre la destruction des infrastructures livrées à leur client irakien, M. Begin lança :

Au lieu de se souvenir de la tragédie du peuple juif, ces pays ont pris le risque de contribuer à un nouvel holocauste [4].

Sous-entendu : l' « Holocauste » qui s'est déroulé en Europe vous impose à tous — et pas seulement à l'Allemagne — de ne jamais déplaire à Israël. Donc, au nom des « 6 millions », laissez-nous détruire



(1) : Voy. *Le Monde*, 11 juin 1981, p. 3. (2) : Voy. *Le Monde*, 18 juin 1981, p. 3. (3) : Voy. *Le Monde*, 18 juin 1981, p. 3. (4) : Voy. *Le Monde*, 11 juin 1981, p. 3.

sans rechigner ce que vous avez construit...

Peu après, une lectrice du *Monde* écrivit :

Ne pouvant oublier ce que les juifs ont souffert pendant la guerre, et avant, au cours de trop nombreuses persécutions séculaires, je persiste à croire qu'ils ont le droit de vivre, au moins dans le pays de leurs ancêtres, puisqu'en fait on les supporte si mal ailleurs... [1].

■ *Un jugement téméraire*

A propos de l'ingénieur français Damien Chaussepied (25 ans) tué pendant le raid israélien [2], cette femme lança :

Un technicien français a été tué. Rien qu'un seul homme ! A côté, peut-être, de millions d'ici quelques années. La conscience de cet homme acceptait-elle la mort de ces millions d'hommes ? Certainement. Alors, il pouvait — et nous pouvons — accepter la sienne ! [Id.].

On relèvera ici le jugement téméraire. Rien ne venait démontrer qu'au moment de poser des refroidisseurs sur le site de Tammuz, D. Chaussepied avait seulement imaginé qu'il contribuait à la préparation d'un gigantesque meurtre de masse. Tout porte même à croire le contraire, car le technicien travaillait à la fabrication d'un centre expérimental comme il en existait des dizaines dans le monde.

Mais il est vrai qu'au nom de la Mémoire et du « Plus jamais ça ! »,

tout est permis... L'« Holocauste », c'est le joker d'Israël, la permission de tout faire, de tout violer, de tout détruire en totale impunité. L'affaire du site de Tammuz en est une parfaite illustration.

◆ RÉPONSE À DIVERSES OBJECTIONS

■ *Objection n° 1 : l'Irak aurait un jour ou l'autre fabriqué la Bombe*

Parvenu à ce stade de ma démonstration, certains me répondront : même à supposer que l'Irak n'ait pas dénoncé le contrat passé avec la France, à partir de 1989, ce pays aurait pu agir seul dans le domaine du nucléaire. Dès lors, il aurait pu développer un programme militaire au nez et à la barbe des inspecteurs de l'AIEA, comme cela s'est vu en Inde, au Pakistan et en Afrique du Sud.

■ *Pas de menace imminente en 1981*

Admettons cet argument. Oui, supposons l'existence d'un dossier qui viendrait prouver une volonté irakienne de fabriquer très vite la Bombe à partir de 1989, voire même plus tôt.

Dans un premier temps, je répondrai que cela ne remet nullement en cause la démonstration ci-dessus : en 1981, quand aucun des deux réacteurs n'était encore activé, le péril n'était pas imminent. Dès lors, Israël n'avait pas le droit de mener une attaque préventive. Arguant du fait que la région était très sensible, il pouvait

(1) : Voy. *Le Monde*, 24 juin 1981, p. 2. (2) : Il fut inhumé le 15 juin à Pérignac (Charente-Maritime), son village natal, en présence de l'ambassadeur irakien en France, Nouri Al Wais, de plusieurs de ses collègues, d'un représentant du ministère des Affaires extérieures, du préfet de Charente-Maritime et du sous-préfet de Saintes.

tout d'abord agir pour que les USA exigent de l'AIEA des contrôles renforcés, voire même que des inspections indépendantes aient lieu. Des refus réitérés de l'Irak ou une mauvaise volonté évidente auraient alors pu être considérés comme des indices suffisants, justifiant plus tard une attaque préventive. Mais il fallait attendre et voir...

■ *La dissuasion nucléaire*

Cela dit, j'irai plus loin et j'admettrai qu'en 1981, l'Irak ait été sur le point de fabriquer la Bombe avec l'uranium hautement enrichi livré par la France ou avec du combustible obtenu illégalement ailleurs. Pouvait-on alors parler de « péril imminent » pour Israël ? Absolument pas : car une chose est de posséder la Bombe, une autre est de l'utiliser.

Si l'on excepte l'année 1945 et la guerre américano-japonaise, jamais une bombe n'a été lancée dans le cadre d'un conflit par les USA, l'ex URSS, la Grande-Bretagne, la France ou la Chine. Jamais... La possession de la Bombe s'inscrit dans le cadre de ce que l'on appelle la « dissuasion nucléaire » (si tu me détruis, je te détruirai aussi). Elle dérive également d'une constante traditionnelle en matière de diplomatie, à savoir : pour être écouté sur le plan international et pour formuler des revendications sans provoquer en face une réponse disproportionnée, un pays doit être doté d'une force armée suffisante, c'est-à-dire d'une force équivalente à celle de ses interlocuteurs (telle fut, par exemple, l'origine du réarmement allemand sous Hitler).

LES SUITES DU RAID CONTRE TAMUZ

Le président Saddam Hussein souhaite une « arme nucléaire arabe » pour « faire face à celle qu'Israël possède déjà »

Bagdad (A.F.P.). — Le président irakien, M. Saddam Hussein, a appelé, mardi 23 juin, « tous les Etats épris de paix et de sécurité à aider les Arabes à faire l'acquisition de la bombe atomique afin de faire face à celle qu'Israël possède déjà ».

S'exprimant pour la première fois sur le raid israélien du 7 juin contre le centre de recherches nucléaires de Tammuz, devant le conseil des ministres, le chef de l'Etat irakien a, en substance, préconisé un équilibre nucléaire de la terreur entre les Arabes et Israël. « Je ne pense pas, a-t-il dit à l'appui de cette thèse, que l'Union soviétique ou les Etats-Unis veuillent faire usage de la bombe atomique, mais ils n'en continuent pas moins de développer leur arsenal nucléaire. » « Cet état de choses, a poursuivi le président irakien, devrait être étendu aux Arabes et à Israël, étant donné que tous les experts nucléaires s'accordent à affirmer que l'Etat hébreu possède, à l'heure actuelle, plusieurs bombes atomiques. »

Le président Hussein a enfin déclaré que le réacteur nucléaire de Tammuz « sera reconstruit demain », concluant : « Nulle force ne peut empêcher l'Irak d'acquiescer sa force nucléaire. »

S. Hussein était en droit d'exiger l'égalité des forces avec Israël (*Le Monde*, 25 juin 1981, p. 3)

Or, quand on sait que dans les années 70-80, Bagdad aspirait à jouer un rôle primordial au Proche-Orient, ce qui impliquait de pouvoir discuter directement avec Israël et son allié américain, il lui fallait la force nécessaire, donc un arsenal nucléaire...

◆ **OBJECTION N° 2 : L'IRAK A BIEN LANCÉ DES SCUD SUR ISRAËL**

Mais j'entends déjà la réponse des sionistes et de leurs alliés : « Ne parlez pas de dissuasion. S. Hussein voulait détruire Israël. On l'a bien vu en 1991, lorsqu'il a envoyé ses SCUD sur l'État juif. S'il avait eu des bombes atomiques, il les aurait utilisées. »

■ **Ce que voulait S. Hussein en 1991**

Exemple typique d'argument faux parce qu'il mélange tout. En 1991, suite à l'invasion du Koweït,

S. Hussein était aux prises avec une coalition surpuissante emmenée par les USA. Sachant que, seul, il ne pourrait rien faire, il a joué une carte qui, pensait-il, unirait le monde arabe autour de lui : celle de l'anti-sionisme. Voilà pourquoi des SCUD furent envoyés sur Israël. Il ne s'agissait pas, alors, de détruire l'entité sioniste, mais de lier la cause irakienne au sujet du Koweït à une cause bien plus large et très largement partagée dans le monde arabe.

■ Si S. Hussein avait eu la Bombe

Et si S. Hussein avait possédé des bombes atomiques ? Dans ce cas, il n'aurait pas eu besoin de les lancer sur Israël, car il aurait pu se servir de sa puissance de dissuasion pour obtenir un compromis équitable à propos du Koweït et peut-être même à propos de la question palestinienne. Je rappelle en effet que le 15 février 1991, Bagdad avait émis quatre propositions pour une solution à la crise [1]. Certes, elles pouvaient paraître prétentieuses, puisqu'elles prévoyaient un retrait conditionnel du Koweït là où l'ONU exigeait un retrait inconditionnel. Mais dans *Le Monde*, Jacques de Barrin avait souligné qu'« il est de bonne guerre, avant tout marchandage, de hausser les enchères » (*Ibid.*, p. 3). A l'époque, d'ailleurs, l'homme qui servait d'intermédiaire entre les belligérants, le dirigeant soviétique Mikhaïl

Gorbatchev, s'était déclaré « tout à fait satisfait » de l'offre irakienne (*Ibid.*, p. 3). D'autres pays l'avaient soutenu, comme l'Inde, l'Iran, la Jordanie, l'Algérie, le Maroc, le Vatican, le Zimbabwe... [2]. Par conséquent, si l'Irak avait possédé un arsenal dissuasif suffisant (menaçant de surcroît Israël), des négociations auraient très certainement été engagées [3].

On comprendra donc pourquoi je rejette l'argument selon lequel, s'il avait possédé des bombes atomiques, S. Hussein les auraient lancées sur Israël en 1991 à la place de ses minables SCUD. Je reste persuadé que s'il avait possédé un arsenal nucléaire, la crise de 1990 aurait connu d'autres développements ; peut-être même le Koweït n'aurait-il pas osé adopter la politique qui devait étrangler financièrement l'Irak et qui provoqua l'invasion du mois d'août.

◆ OBJECTION N° 3 : ISRAËL N'A PAS LA BOMBE

Mais les sionistes et leurs alliés ne sont pas à bout d'arguments. « Oublions, me diront-ils, les années 90. Revenons aux années 80. Israël ne possédant pas l'arme nucléaire et ne souhaitant pas envahir l'Irak, S. Hussein n'avait nullement besoin de bombes atomiques pour une quelconque dissuasion ou pour acquérir une force équivalente à son voisin. S'il la voulait, c'était au mieux pour

(1) : Voy. *Le Monde*, 17-18 février 1991, p. 4 : « Les conditions de Bagdad ». (2) : Le ministre des Affaires étrangères algérien avait déclaré qu'un rejet de l'offre irakienne démontrerait « que la guerre [avait] un autre objectif [que l'application des résolutions de l'ONU], à savoir : la destruction de l'Irak » (voy. *Le Monde*, 19 février 1991, p. 9).

(3) : Il n'y a pas eu de négociation car forts de leur toute-puissance face au nain irakien, les Etats-Unis rejetèrent par avance toute négociation, exigeant un retrait inconditionnel et immédiat du Koweït (voy. *Le Monde*, 16 février 1991, p. 4). On connaît la suite...

imposer des volontés par la terreur (tu obéis ou je te détruis), au pis pour réaliser enfin le rêve arabe de destruction de l'État sioniste. »

Cet argumentaire s'effondre cependant quand on sait qu'en 1981, il y avait bien longtemps — 15 ans au moins — qu'Israël possédait un arsenal atomique et que cet arsenal dépassait très probablement les 100 têtes nucléaires. Cette question étant très importante, je vais m'y arrêter un peu.

■ 1957-1964 : Israël acquiert la technologie pour fabriquer la Bombe

Israël fut créé en 1948. Dès le début des années 50, le pays chercha à maîtriser la technique du nucléaire. Un premier réacteur de 5 MW lui fut livré par les USA au terme d'un accord conclu en 1955. Il était implanté à Nahal Sourok [1] Trois ans plus tard, un second réacteur de 5 MW fut construit à Rechon Lizion (*Id.*).



Mais c'est en 1957 qu'intervint un fait capital : cette année-là, un contrat fut conclu avec la France pour la construction d'un réacteur ultra-secret à Dimona, dans le désert du Néguev (voir carte page suivante), avec un centre de recherches atomiques. Offi-

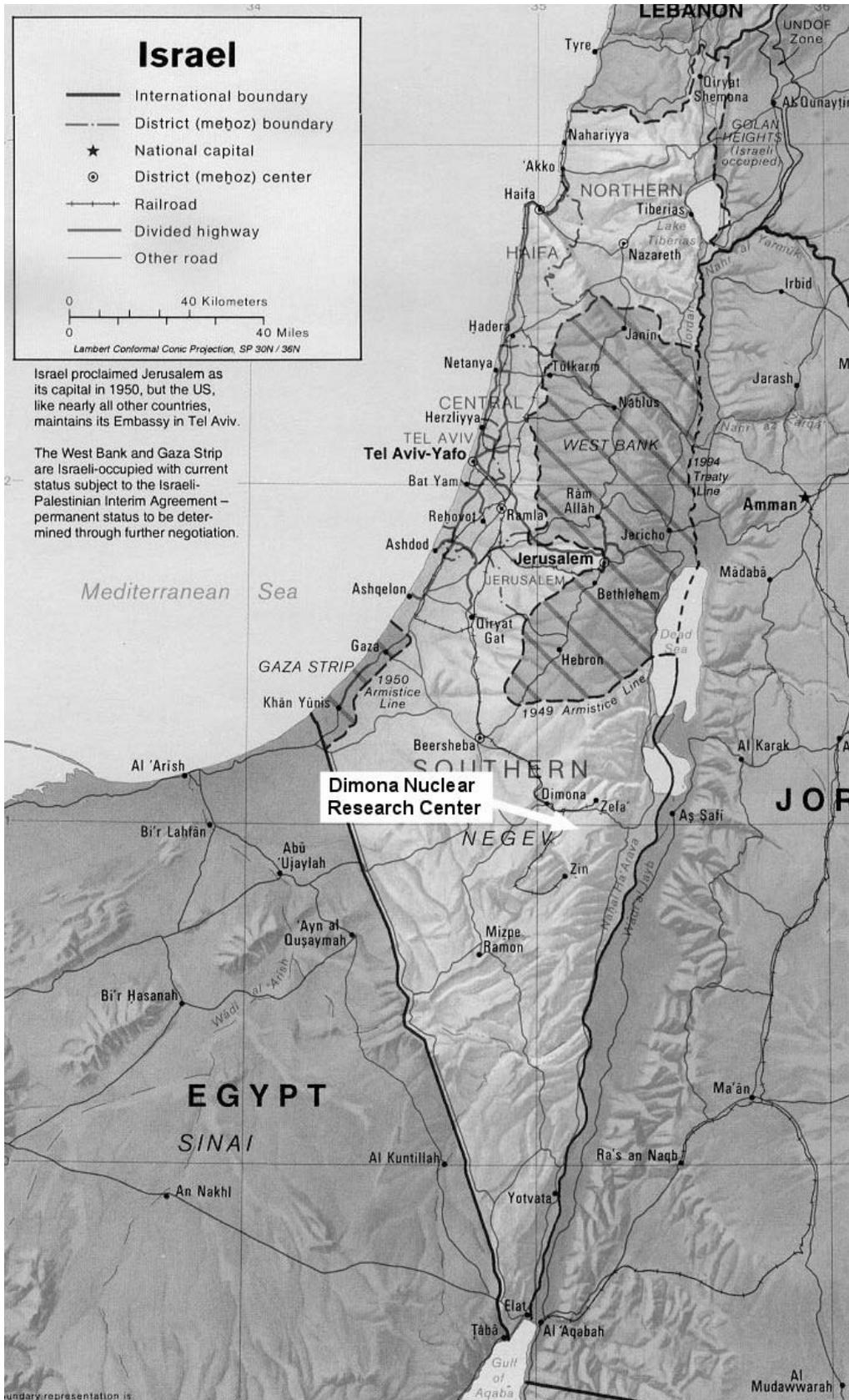
ciellement, il s'agissait de bâtir une inoffensive usine de textile.

Deux ans plus tard, Israël acheta secrètement à la Norvège « plusieurs tonnes d'eau lourde » [2] un élément qui, outre ses applications civiles, entre également dans le processus de fabrication des bombes atomiques.

Le secret aurait sans doute été gardé si en 1960, un avion espion américain U2 n'avait photographié le site pour la première fois. Les experts découvrirent alors la nature réelle de cette prétendue usine de textile [3]. Le Président américain d'alors, John F. Kennedy, contraint le Premier ministre israélien, David Ben Gourion, de soumettre Dimona à des inspections. Un accord fut conclu et des scientifiques américains examinèrent le réacteur. Ces visites ne révélèrent rien de suspect, si bien que le successeur de Kennedy, Lyndon B. Johnson, put déclarer que le centre était bien utilisé à des fins civiles [4]. De son côté, en 1961, Charles De Gaulle assura que la France avait cessé de fournir à Israël une technologie qui lui aurait permis de transformer Dimona en une installation à vocation militaire (*Id.*).

Tout allait donc pour le mieux ? Non. Car en vérité, l'aide française avait repris dès 1963 à la demande pressante de D. Ben Gourion [5] Si bien qu'en 1964, le réacteur fut activé comme prévu initialement.

(1) : Voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, p. 11, col. B. (2) : « *En 1959, Israël achète à la Norvège plusieurs tonnes d'eau lourde, par le biais d'un contrat secret qui, de surcroît, ne fait état que d'objectifs civils.* » (voy. Alexandre Yudkewicz, « L'usine de Dimona », mercredi 20 décembre 2006, consultable sur le site : www.a7fr.com). (3) : « *Toute l'affaire avait commencé en 1962 lorsque les Américains avaient découvert qu'une "usine de textile", près de Dimona dans le Néguev, dissimulait en réalité un réacteur nucléaire en construction* » (voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 5). (4) : Voy. *The Sunday Times*, 5 octobre 1986, p. 4. (5) : « *Le général De Gaulle avait d'abord interrompu cette assistance avant de la laisser reprendre jusqu'au terme du contrat, à la demande pressante de David Ben Gourion* » (voy. *Le Monde*, 10 juin 1981, p. 5). « La



■ Israël trompe les inspecteurs américains

Plus grave encore : les inspections américaines se poursuivirent jusqu'en 1969, année où elles cessèrent parce que les autorités israéliennes ne se montraient pas coopérantes [1]. Certes, aucun indice n'avait été trouvé qui aurait suggéré l'utilisation de Dimona à des fins militaires (*Id.*). Mais les restrictions imposées aux Américains par les autorités juives n'avait pas permis des inspections complètes [2]. Trente-sept ans plus tard, d'ailleurs, Alexandre Yudkewicz écrivit :

Les Etats-Unis font alors pression sur Israël pour envoyer des scientifiques inspecter le site de Dimona. Israël obtempère, mais dissimule aux enquêteurs une partie des installations [Voy. A. Yudkewicz, article déjà cité.]

Et de fait, en 1969, il y avait trois ans que les Israéliens fabriquaient des ogives nucléaires au nez et à la barbe des inspecteurs américains [3].

■ Le secret qui entoure Dimona

Bien qu'à l'époque, les preuves aient fait défaut, le centre était entouré de très — trop — nombreux secrets :



- des batteries de missile veillaient aux alentours avec ordre de tirer sur tout avion qui entrerait dans l'espace aérien interdit ; « un pilote israélien

l'a appris à ses dépens en 1967 » [4] ;

- 2 700 scientifiques, techniciens et membres des services administratifs travaillaient sur le site avec interdiction de révéler ce qui s'y passait. Le contrevenant s'exposait à une peine de 15 ans d'emprisonnement [5].

A cela, il fallait ajouter plusieurs affaires non élucidées, parmi lesquelles l'étrange disparition, en 1968, du cargo Shersberg qui transportait 200 tonnes d'uranium naturel. En route pour Gênes, il s'était volatilisé

coopération avec la France a cessé entre 1961 et 1963, avec le retour du général De Gaulle au pouvoir", raconte Pierre Razoux, auteur de *Tsahal*, Nouvelle histoire de l'armée israélienne (Perrin) » (source : http://www.dissident-media.org/infonucleaire/news_netanyahu.html).

(1) : « *the inspections ended in 1969 after American scientists complained of uncooperative Israeli authorities* » (Voy. *The Sunday Times*, 5 octobre 1986, p. 4, col. F). **(2)** : « *les experts américains qui avaient visité le réacteur s'étaient plaints en 1969 du fait qu'il n'existait aucune garantie que des activités à des fins d'armement ne seraient pas déployées, vu les restrictions imposées par Israël au contrôle* » (voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, p. 11, col. B). **(3)** : « *On estime que dès 1966 Israël parvient à produire des ogives nucléaires, ce que les autorités officielles continueront de nier avec constance, jusqu'à la bourde d'Ehoud Olmert, à l'automne 2006.* » (voy. A. Yudkewicz, article déjà cité.). **(4)** : Voy. *The Sunday Times*, 5 octobre 1986, p. 4, col. A. **(5)** : « *The penalty for loose talk is 15 years imprisonment* » (*Id.*).

avec sa cargaison susceptible de fournir du combustible pour plus de 40 bombes nucléaires [1].

■ Premières rumeurs

Tous ces faits alimentaient des rumeurs selon lesquelles à Dimona, les Israéliens développaient en secret un programme nucléaire militaire. Mais elles se fondaient sur des révélations émanant de sources anonymes et, de plus, personne n'était capable de dire comment Israël aurait pu obtenir l'uranium très enrichi ou le plutonium nécessaires à la fabrication de bombes atomiques. A Dimona, notamment, aucun bâtiment n'était vu comme susceptible d'abriter les gros ateliers renfermant les appareillages nécessaires à l'enrichissement de l'uranium.

■ Les experts estiment qu'Israël a développé un programme « rudimentaire »

En conséquence, Israël était tout au plus suspecté d'avoir développé un programme nucléaire militaire « rudimentaire », un peu comme l'Argentine, l'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud [2]. Les experts estimaient qu'en 22 ans, les sionistes avaient pu produire assez de plutonium pour fabriquer « *peut-être 10 mais certainement pas plus de 20 bombes atomiques primitives ressemblant à celle de 20 kT lâchée sur Nagasaki en 1945* » (*Ibid.*, col. G.).

■ Mystère autour du « machon 2 »

Un seul point, toutefois, chiffonnait les inspecteurs : le petit bâtiment n° 2 (le « machon 2 »). Sans fenêtre, il était apparemment peu utilisé, mais :

- ses murs étaient construits pour résister à un bombardement ;

- on notait la présence, sur le toit, d'une tour d'ascenseur a priori inutile pour un petit édifice de ce genre.

■ 1986 : Mordechaï Vanunu fait irruption sur la scène

Fin septembre 1986, des rumeurs circulèrent selon laquelle un juif qui travaillait à Dimona venait de faire des révélations. En Angleterre, *The Sunday Mirror* apporta des précisions : il publia la photo d'un certain Mordechaï Vanunu, qui était présenté comme un « *grand scientifique* » (*a top scientist*) dans le domaine du nucléaire, ayant travaillé à Dimona et actuellement réfugié en Australie après sa défection.

Peu après, cependant, l'ambassade d'Israël à Londres nia que M. Vanunu ait été un « grand scientifique » ; certes, il avait travaillé à Dimona, mais comme simple technicien. Ces informations étaient exactes. Juif d'origine marocaine, né le 13 octobre 1954 (donc seulement âgé de 32 ans en 1986), M. Vanunu avait émigré en Israël en 1963, avec ses parents et ses dix frères et sœurs. Là, il avait suivi des études scientifiques, mais sans succès : début 1977, il avait échoué à ses examens d'ingé-

(1) : Voy. *La Vérité sur « Tammouz »*, déjà cité, p. 12, col. A. (2) : « *while Israel does have an atomic weapons programme, it is still of a rudimentary nature.* » (voy. *The Sunday Times*, 5 octobre 1986, p. 4, col. H).

nieur en physique. Peu après, toutefois, il était entré à Dimona qui recrutait des techniciens formés sur le tas. Le 7 août 1977, ayant signé un engagement de ne rien révéler des secrets du centre, il avait été définitivement engagé et affecté au « machon 2 » — celui qui chiffonnait les inspecteurs —, dans l'équipe de nuit. Plus tard, il déclara :

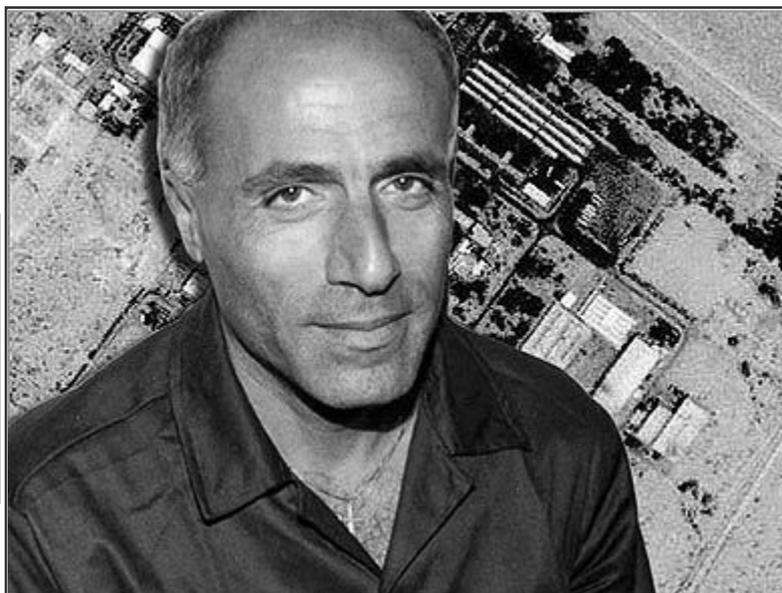
Mon travail, à Dimona, consistait à produire des éléments radioactifs utilisables pour la fabrication de bombes atomiques. Je savais exactement quelles quantités de matières fissiles étaient produites, quels matériaux étaient utilisés et quelles sortes de bombes étaient fabriquées [1].

■ Israël dément

Contacté par *The Sunday Times*, l'ambassadeur israélien à Londres déclara :

Ce n'est pas la première fois que de telles histoires paraissent dans la presse. Elles n'ont aucun commencement de réalité et, en conséquence, tout nouveau commentaire de notre part est superflu (p. 4).

Mordechaï Vanunu : le « traître » qui a révélé au monde qu'Israël possédait un arsenal nucléaire impressionnant. Enlevé par le Mossad, il a passé 20 ans en prison...



■ Octobre 1986 : les révélations de M. Vanunu sont publiées

L'ambassadeur ignorait qu'à l'heure où il démentait, M. Vanunu se trouvait en Angleterre où il était étroitement interrogé par une équipe du *Sunday Times* aidée de grands scientifiques dans le domaine du nucléaire. Le 5 octobre, la bombe éclata (c'est le cas de le dire). Le *Sunday Times* titra en première page : « Révélé : le secret de l'arsenal nucléaire d'Israël ». Au-dessous, on lisait :

Cachée sous le désert du Negev, la fabrique produit des têtes nucléaires depuis au moins vingt ans. Il est presque sûr qu'elle a commencé à produire des armes thermonucléaires, avec une puissance suffisante pour détruire des villes entières.

L'information concernant la capacité d'Israël à fabriquer la bombe vient du témoignage de Mordechaï Vanunu, un Israélien de 31 ans qui travaillait depuis dix ans comme technicien nucléaire dans le Machon 2 — un bâtiment souterrain *top secret* construit

(1) : Voy. l'entretien accordé par M. Vanunu à Silvia Cattori pour le « Réseau Voltaire », document en possession de l'auteur.

pour fournir les composants vitaux nécessaires à la production d'armes à Dimona, l'établissement israélien de recherches sur le nucléaire.

Les preuves apportées par Vanunu ont surpris les experts qui ont été consultés par [notre équipe] pour vérifier leur valeur car elles montrent qu'Israël ne possède pas seulement la bombe atomique, il est devenu une puissance nucléaire majeure.

Le témoignage de Vanunu et les photographies qu'il a prises secrètement à l'intérieur (plus de soixante) ont été examinés à la loupe par des experts nucléaires des deux côtés de l'Atlantique. Ils dévoilent qu'Israël a développé les techniques sophistiquées et secrètes nécessaires pour constituer un formidable arsenal nucléaire. Ils confirment que :

- Israël est maintenant devenu la sixième puissance nucléaire, après les USA, l'Union soviétique, l'Angleterre, la France et la Chine, avec un arsenal bien supérieur à celui des autres pays comme l'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud qui sont également suspectés de développer des armes atomiques ;
- Il a secrètement possédé sa fabrique d'armes atomiques pendant plus de vingt ans, cachant, durant les années 60, le processus d'extraction du



plutonium du regard des satellites espions et des différentes inspections indépendantes en l'enterrant sous un petit bâtiment inoffensif et peu utilisé ;

- l'usine utilise la technologie française d'extraction du plutonium, une technologie qui a fait de Dimo-

na (au départ un l'établissement civil de recherche) un centre de production de bombes. La production de plutonium atteint 40 kg par an, assez pour fabriquer dix bombes. Au cours des

six dernières années, Israël y a ajouté des équipements pour fabriquer des composants de mécanismes thermonucléaires ;

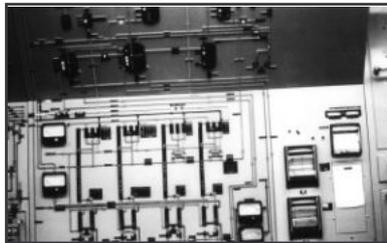
- le réacteur de 26 mégawatts, également construit par les Français, a été agrandi [lire : rendu plus puissant] et fonctionne probablement aujourd'hui à une puissance de 150 mégawatts pour permettre d'extraire plus de plutonium. Un ingénieur système de refroidissement en déguise la sortie.

Les preuves de Vanunu ont convaincu les experts nucléaires consultés par *The Sunday Times*. Ils ont estimé qu'au moins 100 et au plus 200 armes nucléaires avec des capacités de destruction diverses ont été regroupées — dix fois

plus que l'ancienne estimation de l'arsenal nucléaire israélien*.

Parmi les scientifiques se trouve Theodore Taylor, l'un des experts mondiaux ayant le plus d'expérience [...].

La semaine dernière, T. Taylor a étudié les photographies prises par Va-



↑ Une photo prise clandestinement par M. Vanunu à Dimona. Elle montre un tableau de contrôle.

↓ Une autre photo montre des composants de bombes nucléaires



* En 2006, A. Yudkewicz a écrit : « On estime aujourd'hui à 200 le nombre de bombes atomiques en possession d'Israël, bien que l'opacité érigée en doctrine stratégique ne permette pas d'en avoir l'assurance » (voy. A. Yudkewicz, article cité).

nunu à l'intérieur de Dimona ainsi que la transcription de son témoignage. Il a dit : « Il ne devrait plus y avoir de doute sur le fait qu'Israël est, depuis au moins une décade, une puissance nucléaire à part entière. Le programme nucléaire militaire israélien est considérablement plus avancé que ne le laissent entendre les précédents rapports ou les précédentes conjectures dont j'avais connaissance. »

Il a ajouté que le témoignage de Vanunu confirmait totalement qu'Israël ait la capacité de produire annuellement dix bombes nettement plus petites, plus légères et plus efficaces que les premiers types de bombes développés par l'Amérique, la Russie, l'Angleterre, la France et la Chine.

Un autre scientifique qui a authentifié les preuves découvertes par [notre équipe] est le professeur Frank Barnaby [...].

« En tant que physicien nucléaire », a-t-il déclaré, « il est clair à mes yeux que les détails que M. Vanunu m'a donnés sont exacts d'un point de vue scientifique et démontrent clairement qu'il n'a pas seulement travaillé sur le processus, mais qu'il connaît aussi les détails des techniques utilisées [...] ».

Vanunu a déclaré que, malgré la sécurité rapprochée, il a été capable d'introduire en fraude un appareil



↑ Photo prise clandestinement par M. Vanunu à Dimona. Elle montre la station de récupération du plutonium.

↓ Deux autres photos montrent un model de cœur d'une bombe au plutonium



photo dans le Machon 2. [Notre équipe] a recueilli son témoignage pendant quatre semaines et à invité le professeur Barnaby à interroger Vanunu pour tenter de trouver des failles d'ordre scientifique dans son histoire. « Son témoignage est totalement convaincant », a conclu M. Barnaby.

Les appréciations de Taylor et Barnaby ont été confirmées par d'autres grands scientifiques nucléaires auxquels on a montré les photos et détaillé les preuves [...].

Israël a refusé de commenter les preuves. Mais il a confirmé que Vanunu a travaillé pour la Commission israélienne de l'énergie atomique à Dimona. En novembre dernier, il avait été licencié avec 180 autres travailleurs de Dimona suite à un plan de réduction des coûts de l'établissement [...] [1].

L'article continuait en déclarant qu'à Dimona :

- 1,17 kg de plutonium était extrait chaque semaine, l'usine fonctionnant 34 semaines par an (p. 5, col. A).

- dans l'Unité 93 était produit du tritium, un composant qui entre dans la fabrication des bombes thermonucléaires (*Id.*).

(1) : Voy. *The Sunday Times*, 5 octobre 1986, pp. 1, 4 et 5. En vérité, M. Vanunu avait sympathisé avec des Arabes rencontrés lors de cours de soir à l'université. Les services secrets lui avaient alors reproché ses « tendances de gauche » (p. 4, art. du bas, col. A).

- les composants fabriqués n'étaient pas assemblés sur le site. D'après M. Vanunu, ils étaient régulièrement acheminés et stockés dans un endroit inconnu à Haïfa (*Id.*).

■ **De Gaulle avait menti, les Israéliens aussi**

On en déduisait qu'au début des années 60, C. De Gaulle avait menti. Contrairement à ce qu'il avait proféré, la France avait bien livré à Israël la technologie pour fabriquer des bombes atomiques. Pour le cacher au monde, le « machon » 2 avait été enterré dans un cratère de 25 m. Ainsi ne voyait-on que le haut du bâtiment qui comportait six étages en sous-sol. C'est là que les ingénieurs et les techniciens français avaient installé les ateliers renfermant les appareils capables d'enrichir l'uranium et, ainsi de fabriquer des bombes atomiques [1].

Comment les inspecteurs américains avaient-ils pu être trompés ? Très simplement : les ascenseurs utilisés pour accéder aux étages inférieurs avaient été dissimulés derrière de faux murs construits tout spécialement pour les cacher aux yeux des visiteurs importuns [2]

■ **M. Vanunu est enlevé par le Mossad puis condamné en Israël**

Pourchassé par les services secrets israéliens, M. Vanunu se réfugia en Italie. Peine perdue. Avant même que l'article du *Sunday Times* ne paraisse, le Mossad le retrouva, le kidnappa et le ramena de force en Israël. Inculpé d'espionnage et de trahison, il fut condamné au terme d'un procès à huis-clos à 18 ans de prison. En 2005, il raconta :

Mon procès a été tenu dans le secret le plus absolu. J'étais seul, avec mon avocat. J'ai été condamné pour espionnage et trahison. Les autorités israéliennes se sont vengées sur moi

1986 : dans le véhicule qui l'emmène, Mordechaï Vanunu explique les circonstances de son enlèvement grâce à un message écrit sur sa main.



(1) : « *When the shell was complete, French engineers and technicians installed the technology De Gaulle claimed to have denied Israel* » (Voy. *The Sunday Times*, 5 octobre 1986, p. 4, col. H). (2) : « *False walls on the first floor above the ground hide the service lifts that take men and materials to six subterranean levels, where the components of nuclear weapons are produced and machined into warhead parts* » (Voy. *The Sunday Times*, 5 octobre 1986, p. 4, col. B). « *The false walls were built to hide the service lifts [...] from the American inspectors* » (*Ibid.*, p. 4, col. H.).

en me maintenant en isolement cellulaire durant toute la durée du procès. Elles n'autorisaient personne à me voir ni à me parler, et m'interdisaient de m'adresser aux médias. Elles ont publié beaucoup de désinformation à mon sujet. Le gouvernement israélien a utilisé tout son pouvoir médiatique pour faire un lavage de cerveau de l'opinion publique. Pour laver le cerveau des juges, aussi, au point de les convaincre de la nécessité de me mettre en prison. Ainsi, mon procès a été tenu secret et les médias n'ont pas pu accéder à la vérité ; ils n'ont pas pu m'entendre. Les gens étaient convaincus que j'étais un traître, un espion, un criminel. Il n'y eut pas un atome de justice, dans ce jugement. Mais il n'y avait pas que le procès : le plus cruel fut de m'isoler, en prison. Ils m'ont puni non seulement par l'emprisonnement, mais aussi en m'isolant totalement, en m'épianant en permanence, au moyen de mauvais traitements particulièrement vicieux et cruels : ils ont essayé de me faire mettre en colère, ils ont essayé de me faire regretter ce que j'avais fait. J'ai été maintenu au secret, dix-huit années durant, dont onze années et demie en isolement total. La première année, ils ont mis des caméras dans ma cellule. Ils ont laissé la lumière allumée trois années d'affilée ! Leurs espions me battaient sans cesse, ils m'empêchaient de dormir. J'ai été soumis à un traitement barbare ; ils ont tenté de me briser. Mon objectif était de tenir, de survivre. Et j'ai réussi !...*

M. Vanunu fut finalement libéré le 21 avril 2004 (il avait alors 50 ans), mais avec l'interdiction de quitter Israël. Il en souffre d'autant plus que, s'étant converti au christianisme, il n'a plus guère de contacts avec sa famille :

Les membres de ma famille ont été incapables de comprendre ma décision. Pour eux, le plus dérangeant fut de découvrir que je m'étais converti au christianisme. Pour eux, c'était plus dommageable, plus douloureux que le fait que j'ai révélé les secrets nucléaires d'Israël... Je les respecte, ils respectent ma vie. Nous sommes restés en bons termes, mais nous ne nous fréquentons plus.

[...] Oui. Bien sûr, je suis seul, ici, à la cathédrale Saint-Georges. Mais j'ai beaucoup d'amis, qui me soutiennent. [...] On m'interdit de quitter Israël. J'ai été libéré de prison, mais ici, en Israël, je suis dans une grande prison. Je voudrais quitter ce pays, aller jouir de la liberté dans le vaste monde. J'en ai marre du pouvoir israélien. L'armée peut venir m'arrêter à tout instant, me punir. Je sens que je suis à leur merci. J'aimerais tellement vivre loin, très loin d'ici...*

■ **Décembre 2006 : la bourde du Premier ministre israélien**

Malgré les révélations et les preuves indubitables apportées par M. Vanunu, les Israéliens continuèrent pendant vingt ans à mentir effrontément — pardon : à cultiver l'« *ambiguïté stratégique* » —, alléguant qu'ils ne possédaient pas l'arme nucléaire. Fin 2006, toutefois, le Premier ministre Ehoud Olmert fit une gaffe monumentale. Le 8 décembre, lors d'un entretien accordé depuis Jérusalem à la chaîne de télévision allemande N24, le successeur d'Ariel Sharon lança :

— Les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie sont des puissances nucléaires civilisées : elles

* Voy. l'entretien accordé par M. Vanunu à Silvia Cattori, déjà cité.

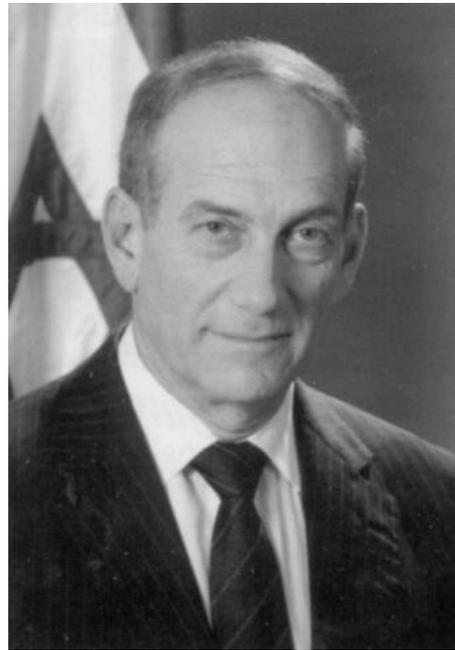
ne menacent pas les fondations du monde... L'Iran, en revanche, menace ouvertement, explicitement et publiquement d'effacer Israël de la carte. Vous ne pouvez pas le placer sur le même plan lorsqu'il aspire à disposer d'armes nucléaires, à l'instar de l'Amérique, de la France, d'Israël et de la Russie [1].

■ **Israël admet qu'il possède la Bombe**

Si, dans la première partie de son propos, E. Olmert avait bien respecté la consigne du mensonge, dans la deuxième partie, il avait gaffé. Cette bourde contraignit les Israéliens à révéler la vérité. Dans un texte publié par *Fax de Jérusalem et du monde juif*, A. Yudkewicz écrit :

On en parle souvent avec un air de sous-entendu, et elle revient périodiquement à la Une de l'actualité : « l'usine de Dimona », le complexe industriel le mieux gardé d'Israël. Petit tour d'horizon sur les capacités nucléaires de l'Etat d'Israël.

Contrairement à la légende, il y a longtemps que l'« usine de Dimona » n'est plus censé être une usine textile, ou encore un centre de recherche agricole, ainsi que le gouvernement israélien l'a prétendu dans les années 50 pour brouiller les pistes sur son programme nucléaire. Depuis 1960 en effet, Israël a officiellement dû reconnaître l'existence d'un réacteur nucléaire. Seulement, le Premier ministre d'alors, David Ben Gourion, a souligné que le programme nucléaire israélien resterait exclusivement tourné vers des applications civiles, ce qui depuis a toujours été la position des gouvernements successifs du pays. On comprend mieux dès lors le tollé suscité par les propos récents d'Ehoud Olmert, qui a laissé entendre



Le Premier ministre israélien Ehoud Olmert. En décembre 2006, il a « gaffé », déclarant qu'Israël était une puissance nucléaire...

qu'Israël possédait en fait l'arme nucléaire.

A l'origine de la création du centre de recherches nucléaires de Dimona, la coopération avec la France, qui vend à Israël un réacteur nucléaire au milieu des années 50. En 1959, Israël achète à la Norvège plusieurs tonnes d'eau lourde, par le biais d'un contrat secret qui, de surcroît, ne fait état que d'objectifs civils. Inquiète des répercussions que pourrait avoir le développement par Israël de l'arme nucléaire, la France impose en 1960 aux dirigeants israéliens de révéler l'existence du site nucléaire, puis met fin à la collaboration entre les deux pays en la matière. Les Etats-Unis font alors pression sur Israël pour envoyer des scientifiques inspecter le site de Dimona. Israël obtempère, mais dissimule aux enquêteurs une partie des installations. On estime que dès 1966 Israël parvient à produire des ogives nucléaires, ce que

(1) : Source : <http://www.comlive.net/sujet-123503.html>.

les autorités officielles continueront de nier avec constance, jusqu'à la bourde d'Ehoud Olmert, à l'automne 2006. En 1968, Israël refuse de ratifier le TNP (traité de non-prolifération nucléaire), niant être en possession d'un arsenal atomique.

On estime aujourd'hui à 200 le nombre de bombes atomiques en possession d'Israël, bien que l'opacité érigée en doctrine stratégique ne permette pas d'en avoir l'assurance. Le secret est bien gardé autour de la structure exacte et du fonctionnement de l'usine de Dimona. Le site reste ultra-protégé, l'accès aux locaux sont très protégés et quiconque en divulguerait le secret s'exposerait à des poursuites pénales, à l'instar de Mordehaï Vanunu, un ancien employé de Dimona qui révéla en 1986 au *Sunday Times* une partie de ce qu'il avait vu et secrètement photographié [1].



Roger Cukierman

ses propres péchés tout en cachant les siens ! Aujourd'hui, on assiste au même spectacle lorsqu'on entend le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Roger Cukierman, dénier à l'Iran le droit de développer un programme nucléaire civil en lançant :

[...] l'Iran ne respecte pas ce traité [de non-prolifération des armes nucléaires]. Elle refuse les contrôles exigés par le traité. Elle crée 3 000 centrifugeuses destinées à l'enrichissement de l'uranium, préalable au nucléaire militaire. Elle viole ce faisant le traité de non-prolifération. On ne peut pas se prévaloir d'un traité qu'on ne respecte pas. Il y a donc peut-être un moyen de droit international d'obtenir que la Russie cesse ses livraisons [de nucléaire civil] [2].

◆ L'IRAK AVAIT LE DROIT DE FABRIQUER LA BOMBE

On notera que les juifs ne mentent pas : ils « *brouillent les pistes* », ils « *dissimulent* », ils « *nient avec constance* »... Nuance.

■ L'aplomb juif

Quand on sait qu'Israël a fabriqué la Bombe dans des laboratoires secrets enfouis dans le sol, on comprend pourquoi, en 1981, M. Begin avait accusé l'Irak de posséder des « laboratoires secrets » à 40 mètres sous terre. Nouvelle manifestation de l'aplomb et du cynisme juifs qui consistent à accuser les autres de

Quoi qu'il en soit, les faits sont aujourd'hui établis : depuis 1966, Israël possède l'arme nucléaire et en quarante ans, ce petit pays s'est doté d'un gigantesque arsenal d'environ deux cents têtes.

Cette réalité est capitale. Car comme je l'ai dit plus haut, en matière de diplomatie, la force d'une nation est primordiale au moment de négocier ou même de maintenir la paix (« *Si tu veux la paix, prépare la guerre* » dit le proverbe). C'est notamment vrai face à Israël, un pays qui a toujours agi selon son bon vouloir,

(1) : Voy. *Fax du Jérusalem et du monde juif*, n° 360, 12 janvier 2007, p. 10. (2) : Voir le discours intégral de R. Cukierman, consultable sur Internet : Source : http://www.desinfos.com/article.php?id_article=6621.

méprisant les faibles, les résolutions de l'ONU et le droit international. Dès lors, on comprend qu'une nation désireuse de lui tenir tête pour résoudre les graves problèmes au Proche-Orient sans que cela ne dégénère en apocalypse nucléaire veuille acquérir une force suffisante. Non pas pour s'en servir, mais pour arriver renforcé à la table des négociations et dire : attention, si tu me détruis, je te ferai également beaucoup de mal. Et puisque — pour des raisons qui le regardent et que je ne jugerai pas ici — Israël possède l'arme atomique, alors l'interlocuteur potentiel doit également la posséder.

■ *L'appel de S. Hussein*

Peu après le raid israélien sur Tammuz, S. Hussein rappela ces vérités élémentaires. S'exprimant le 23 juin 1981 devant le Conseil des ministres, il plaida pour un « *équilibre de la terreur entre les Arabes et Israël* », déclarant :

Indépendamment des intentions de l'Irak et de ses possibilités présentes ou futures, je pense que tout homme, tout État dans le monde, voulant véritablement la paix et la sécurité, respectant les peuples et refusant que ceux-ci ne soient assujettis ou persécutés par des puissances étrangères, doit aider les Arabes d'une manière ou d'une autre à acquérir la bombe ato-

mique pour faire face aux bombes atomiques israéliennes qui existent réellement, non pas pour aider les Arabes ni alimenter la guerre, mais pour préserver la paix, pour la rendre effective, indépendamment des intentions des Arabes et de leurs possibilités.

[...].

Ils doivent dire aux Arabes : « Dotez-vous d'une arme pour faire face à la menace sioniste des bombes atomiques, de manière à empêcher l'entité sioniste d'utiliser la bombe atomique contre les Arabes. Ainsi vous éviterez au monde les risques nés de l'utilisation de la bombe atomique dans les guerres. C'est la même logique qui inspire l'Amérique face à l'Union soviétique et vice-versa. Je ne crois pas qu'aujourd'hui l'Union soviétique veuille utiliser la bombe contre l'Amérique, ni que l'Amérique ait l'intention de le faire de son côté, vu l'évolution considérable qui s'est produite dans le cerveau et la conscience de l'humanité [...]. Je ne pense pas qu'un seul Américain ou un seul Soviétique utiliserait aujourd'hui la bombe atomique contre l'autre. Mais tous cherchent, sans cesse, à développer leur armement de manière à empêcher la guerre [1].

Commentant ce discours, le journaliste Walid el-Tibi écrivit :

Le principe de l'équilibre des forces constitue depuis longtemps le fondement des relations internationales entre les grandes puissances, pourquoi ne le serait-il pas au Moyen-Orient ? [2].

(1) : Voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, pp. 8-9. Deux courts extraits de ce discours ont également été publiés dans *Le Monde*, 25 juin 1981, p. 3. Répondant à B. Walters de la chaîne ABC qui lui demandait des précisions, S. Hussein expliqua : « *Je ne me suis pas adressé aux pays du monde pour qu'ils aident les Arabes à obtenir la bombe atomique. Mais j'ai dit plus précisément que, indépendamment des intentions et des capacités des Arabes, puisque l'entité sioniste est en possession de bombes atomiques, il appartient aux pays épris de paix d'aider les Arabes à posséder des armes de ce type afin de maintenir la paix, autrement dit pour rétablir un équilibre de forces entre les Arabes et les sionistes* » (voy. S. Hussein, *A propos de l'agression...*, déjà cité, p. 10). (2) : Voy. *La vérité sur « Tammuz »*, déjà cité, p. 6.

■ **L'éternel « deux-poids-deux-mesures »**

Des années plus tard, alors que l'Irak agonisait sous l'effet du blocus, Abdallah Baroudi écrivit à François Mitterrand une lettre dans laquelle il déclarait :

Quant aux « tartines nucléaires » irakiennes que les médias du parti de l'Amérique et d'Israël dans ce pays et ailleurs ne cessent de servir, depuis 1988, à l'opinion française, et que vous aviez évoquées dans votre sentence, lors de votre interview à TF1, le 14 juillet 1991 à 13 heures, permettez-moi, monsieur le Président, de vous rappeler que le 13 juillet 1991, soit un jour seulement avant votre intervention télévisée, une expérience nucléaire française souterraine, d'une puissance militaire de 35 kilotonnes — plus du double de la puissance de la bombe d'Hiroshima —, eut lieu à l'atoll de Mururoa, dans le Pacifique. Encore une fois, monsieur le Président, je vous pose la question : pourquoi votre « logique » a-t-elle deux aunes, une pour mesurer tout ce qui se rapporte aux intérêts de ce pays « mesuré », d'ailleurs d'une façon erronée, et une autre pour estimer ceux des autres ? On retrouve ici le fameux « deux poids deux mesures », situé au cœur du contentieux arabo-occidental au sujet d'Israël, qui fut tellement présent, et avec quelle tonalité, dans l'agression contre le peuple irakien [...]. De même, une autre question : pourquoi, sur le plan nucléaire, ce qui est jugé adéquat, nécessaire, sinon vital pour la France, pour les Etats-Unis, pour Israël, etc. est-il, dans votre « logique », inopportun, non nécessaire, sinon dangereux et inadmissible, quand il concerne la sécurité de l'Irak, des Arabes et des autres peuples,

subissant le chantage et le terrorisme atomiques ? [...]

Pourquoi, monsieur le Président, les dissuasions nucléaires française, chinoise, indienne, pakistanaïses, etc. sont-elles légitimes alors que celle des Arabes ne l'est pas, face à un État « fondé sur une idéologie raciste », et dont la haine et l'agression lui tiennent lieu de politique, et dont la « stratégie du bord du gouffre » exposé tous les peuples de la région aux dangers les plus grands*.

Tous ces rappels permettent de conclure que même si, dès 1975, S. Hussein avait voulu doter son pays d'un arsenal nucléaire, il aurait été en droit, moralement, de le faire, afin de faire face à Israël.

LA FUITE EN AVANT D'UN ÉTAT BÂTI SUR UN GIGANTESQUE MENSONGE

Le précédent irakien permet en outre de mesurer l'étendu de cynisme des sionistes qui interdisent aux autres ce qu'ils se permettent en plus totale contradiction avec les lois élémentaires de l'honnêteté.

Cela dit, allons plus loin.

◆ **ISRAËL REFUSE DE NÉGOCIER AVEC QUICONQUE**

En bombardant Tammuz le 7 juin 1981, Israël a clairement dévoilé qu'il souhaitait rester le maître absolu dans la région et qu'il refusait toute transaction avec ses voisins chrétiens ou musulmans. A la question : « *Pour Israël, ne s'agit-il pas d'une arme qui lui permet de maintenir le statu quo ? D'un instrument de chantage politique ? Pour pouvoir discuter*

* Voy. A. Baroudi, *Lettre au président Mitterrand. L'Irak ou « cris et chuchotements » de l'autre rive* (éd. EPO, 1993), pp. 53-54 et 74-75.

d'égal à égal avec les grands — États-Unis en tête — et ne rien concéder aux Arabes, qu'Israël a spoliés et qui sont faibles militairement ? », M. Vanunu a clairement répondu :

Oui. C'est tout à fait cela. Israël utilise la puissance des armes nucléaires afin d'asséner ses politiques. Israël a beaucoup de pouvoir, il écrase l'ensemble de ses voisins de son arrogance. Les États-Unis — même eux ! — ne sont pas en mesure de dire aux Israéliens ce qu'ils doivent faire. Aujourd'hui, l'Europe voit à quel point Israël est puissant. Même sans utiliser la bombe atomique, même sans brandir la menace qu'ils le feraient, les Israéliens peuvent imposer leur pouvoir, ils peuvent faire absolument tout ce qu'ils veulent : ils peuvent ériger leur muraille, ils peuvent édifier des colonies en Palestine..., personne n'est en mesure de leur dire qu'ils n'ont pas le droit de le faire, parce qu'ils sont extrêmement puissants. C'est là le résultat de leur utilisation des armes atomiques à des fins de chantage politique. Ils peuvent utiliser des bombes atomiques contre tout pays qui voudrait stopper leur politique agressive à l'encontre des Palestiniens. Telle est la situation, aujourd'hui. Le monde entier le sait, tout le monde le sait. Et il y a une autre raison, pour laquelle ni les États-Unis ni l'Europe ne font strictement rien : c'est qu'ils savent à quel point Israël est puissant*.

ST Pour Israël, les autres sont des « sous-hommes »

Peu après, M. Vanunu prononça ces accusations terribles contre l'État sioniste :

Israël a un gros problème : ce pays ne respecte pas les êtres humains. Ce que ce pays a pu faire, parce qu'il ne considère pas les autres humains comme des égaux, est absolument terrible. [...] nous savons ce que les Israéliens font subir au peuple palestinien, depuis plus de cinquante ans ! Il est grand temps, pour le monde, de s'en souvenir et de se préoccuper de l'holocauste palestinien. Les Palestiniens ont tellement souffert, et depuis tellement longtemps, à cause de toute cette oppression ! Les juifs ne les respectent absolument pas, ils ne les considèrent pas comme des êtres humains ; ils ne leur accordent aucun droit, et ils continuent à les persécuter, à mettre en danger la vie présente des Palestiniens, et par conséquent leur propre avenir, aussi [*Id.*].

Paroles d'un exalté ? Nullement. Dans *Contact J* de septembre 2006, l'écrivain juif de Belgique Alain Berenboom a raconté quelques-uns de ses souvenirs des années 60. Il écrit :



Alain Berenboom

A l'époque, c'était simple. Israël était la terre des rêves, l'aboutissement, le pays où coulent le lait et le miel [...]. Moyen Orient ? Simple, je vous dis ! D'un côté, le bon, Israël, de l'autre les mauvais, les Arabes qui guettent le moment de « nous » tomber dessus. Les Palestiniens s'appelaient des feydayins ; c'était une petite bande de malfrats qui opéraient de temps en temps à partir de Gaza [...]. Les Palestiniens, on ne les connaissait que sous forme de combattants sournois ;

ment de « nous » tomber dessus. Les Palestiniens s'appelaient des feydayins ; c'était une petite bande de malfrats qui opéraient de temps en temps à partir de Gaza [...]. Les Palestiniens, on ne les connaissait que sous forme de combattants sournois ;

* Voy. l'entretien accordé par M. Vanunu à Silvia Cattori pour le « Réseau Voltaire », déjà cité

on n'imaginait pas qu'ils avaient des femmes, des enfants, qu'ils pouvaient être coiffeurs, profs, écrivains, qu'ils faisaient autre chose de lâches attentats [1].

A. Berenboom en parle clairement parce que cette page aurait été tournée (il est toujours facile de confesser des mauvaises habitudes quand on ne les a plus...). Mais il n'en reste pas moins que, dans la logique sioniste, Israël a tous les droits parce qu'il ne peut jamais mal se conduire. Dans son livre déjà cité, l'ancien agent du Mossad V. Ostrovsky écrit :

Venant d'un milieu ardemment sioniste, on m'avait appris qu'Israël était incapable de mal se conduire (*Coming from an ardent Zionist background, I had been taught that the state of Israel was incapable of misconduct*) [2].

◆ LE POIDS DE L' « HOLOCAUSTE »

Israël peut donc mentir, violer le droit, agresser, détruire, torturer, tuer... c'est bien. Et pourquoi est-ce bien ? Parce qu'à chaque fois, l'excuse est la même : « C'est pour la survie du peuple juif — le peuple élu, celui d'où viendra le messie — qui ne veut pas connaître un deuxième holocauste ».

L' « Holocauste », tout part de là.

Certes, je sais qu'aujourd'hui, certains sionistes prétendent que la création d'Israël ne devrait rien à la Shoah. Début 2007, l'ambassadeur israélien à Paris, Daniel Shek, a écrit :

→ Fragment de l'article de D. Shaek

La Shoah n'a sûrement pas créé Israël — le sionisme politique existe depuis 1860, et toutes les institutions du pays fonctionnaient dès les années 20 — [...] [3].

Mais il s'agit d'un habile mensonge. D. Shek confond en effet l'émergence du sionisme et l'implantation juive en Palestine avec la création de l'État d'Israël. Or ces faits sont très indifférents. Sans doute le sionisme a-t-il émergé dans les années 1860 et sans doute des juifs ont-ils fondé des colonies en Palestine dès 1920. Mais sans

bombe atomique. C'est pour cela que relier la négation de la Shoah au souhait de « rayer Israël de la carte » est si important pour Mahmoud Ahmadinejad ; le président iranien veut s'affranchir de la mémoire collective et universelle pour justifier une autre entreprise génocidaire, ce à quoi correspond « rayer un Etat de la carte ». Sinon, pourquoi mettrait-il tant d'énergie à vouloir démontrer que la terre n'est pas ronde ? A nier ou à minimiser la Shoah ? Puis à faire croire que c'est la Shoah qui a fondé Israël ?

La Shoah n'a sûrement pas créé Israël — le sionisme politique existe depuis 1860, et toutes les institutions du pays fonctionnaient dès les années 20 —, mais ce génocide industriel a par contre été à l'origine du concept de crime contre l'humanité, de l'universalité de ce concept, ainsi que de la création de l'ONU. ONU qui adoptait en 1948 la convention sur la prévention et la répression du crime de génocide. ONU qui, par ailleurs, a décidé de la création de l'État d'Israël en 1947.

Or pour conclure sa conférence

(1) : Voy. *Contact J*, septembre 2006, p. 52. (2) : Voy. V. Ostrovsky, *op. cit.*, p. VII. (3) : Voy. *Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 360, 12 janvier 2007, p. 13.

l'« Holocauste », jamais l'État juif aurait pu voir officiellement le jour comme il n'a vu en 1948, suite à une décision de l'ONU.

Avant de proférer n'importe quoi, l'ambassadeur israélien aurait mieux fait de (re)lire les vœux de son Premier ministre Ehud Olmert à l'occasion du Yom Haatsmaout 2006. Celui-ci avait alors écrit :

Né des cendres de la Shoah, nation de réfugiés, Israël s'est développé en un pays moderne et vivant [...] [1].



Israël « né des cendres de la Shoah »... on ne saurait être plus clair.

◆ LA MALÉDICTION QUI FRAPPE ISRAËL

Cette naissance dans le mensonge, qui implique son illégitimité, telle est la malédiction qui pèse sur l'entité

sioniste. Car pour survivre, Israël ne peut rien céder, rien, sous peine de tout voir s'écrouler comme un château de cartes. Dès lors, plein d'inquiétude, le peuple juif s'arme constamment afin de rester le maître absolu de la région et, ainsi, d'imposer unilatéralement sa politique.

Il en résulte le paradoxe suivant : alors qu'Israël devait être un havre de paix et de sécurité pour les juifs, ceux qui vivent aujourd'hui dans ce pays sont les plus exposés. C'est si vrai qu'au début 2007, l'ambassadeur israélien auprès des institutions européennes et de l'Otan, Oded Eran, a dénoncé le :

danger existentiel qui pèse que la moitié du peuple juif qui réside aujourd'hui en Israël [2]

◆ ISRAËL RESSORT LE MÊME DISQUE

Hier, ce danger était (prétendument) incarné par l'Irak, avec un S. Hussein qui était comparé à Hitler. La chute du régime, l'occupation américaine et la pendaison du dirigeant irakien a écarté la menace. Mais une autre a surgi, beaucoup plus grave : l'Iran. Sans surprise, les juifs ressortent le même disque. Dans son discours prononcé le 13 février dernier, le président de Conseil représentatif des institutions juives de France, Roger Cukierman, a lancé :

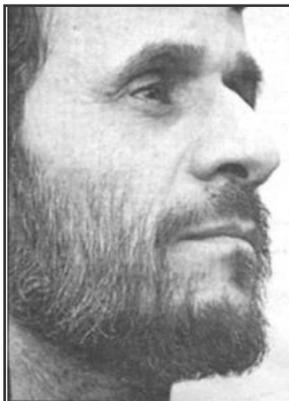
Aujourd'hui un nouvel Hitler est né : Il s'appelle Ahmadinejad. Au mémorial de la Shoah, on peut voir et entendre Goebbels, Ribbentrop et Hitler exprimer la même haine, les mêmes fantasmes, les mêmes calomnies que Ahmadinejad à Téhéran.

(1) : Voy. Fax de Jérusalem et du monde juif, n° 354, 19 mai 2006, p. 1. (2) : Voy. Contact J, n° 201, janvier 2007, p. 14, col. C.

Hier c'était les juifs. Aujourd'hui c'est Israël qu'on veut anéantir.

[...]

Quand je dis que Ahmadinejad c'est le nouvel Hitler, on me dit : « vous exagérez, il a été élu démocratiquement ». Mais Hitler aussi. On me dit que Ahmadinejad est un clown, un guignol qui ne tiendra pas longtemps. Mais on disait la même chose pour Hitler dans les années trente [1].



M. Ahmadinejad le nouvel Hitler...

de vouloir développer un programme nucléaire, l'Iran du président Ahmadinejad promeut le révisionnisme historique, sapant ainsi à la base l'argumentaire qui légitime Israël. D. Shek ne s'y trompe pas, qui écrit :

[...] on ne peut dissocier la nucléarisation de l'Iran de deux autres phénomènes : la volonté de nier la Shoah et les appels à détruire Israël. La lie des négationnistes réunis à

Téhéran inspire le président iranien, qui tente de persuader son monde que « le mythe de l'Holocauste » a été « utilisé par les Européens pour créer un État juif au cœur du monde islamique », État qui « n'a pas droit à l'existence, ni légalement, ni légitimement », puisqu'il n'y a pas eu de Shoah. État qui doit donc disparaître. On aura compris comment... [4].

En Israël, le chef de l'opposition, B. Netanyahu, :

a comparé l'Iran à l'Allemagne nazie, et insisté sur les dangers pour le monde libre de laisser ce pays se doter de l'arme nucléaire [2].

De son côté, l'ex-ministre de la Défense, Shaul Mofaz, a estimé que :

le programme nucléaire de l'Iran représentait la plus sérieuse menace visant les juifs depuis le III^e Reich et la Shoah. « *De toutes les menaces auxquelles nous faisons face, l'Iran est la plus grande. La communauté internationale ne doit pas attendre. Elle doit faire tout ce qui est nécessaire, sur le plan diplomatique, pour que cessent ces activités nucléaires* » a dit Mofaz [...] [3].

◆ L'IRAN « COUPABLE » DE PROMOUVOIR LE RÉVISIONNISME

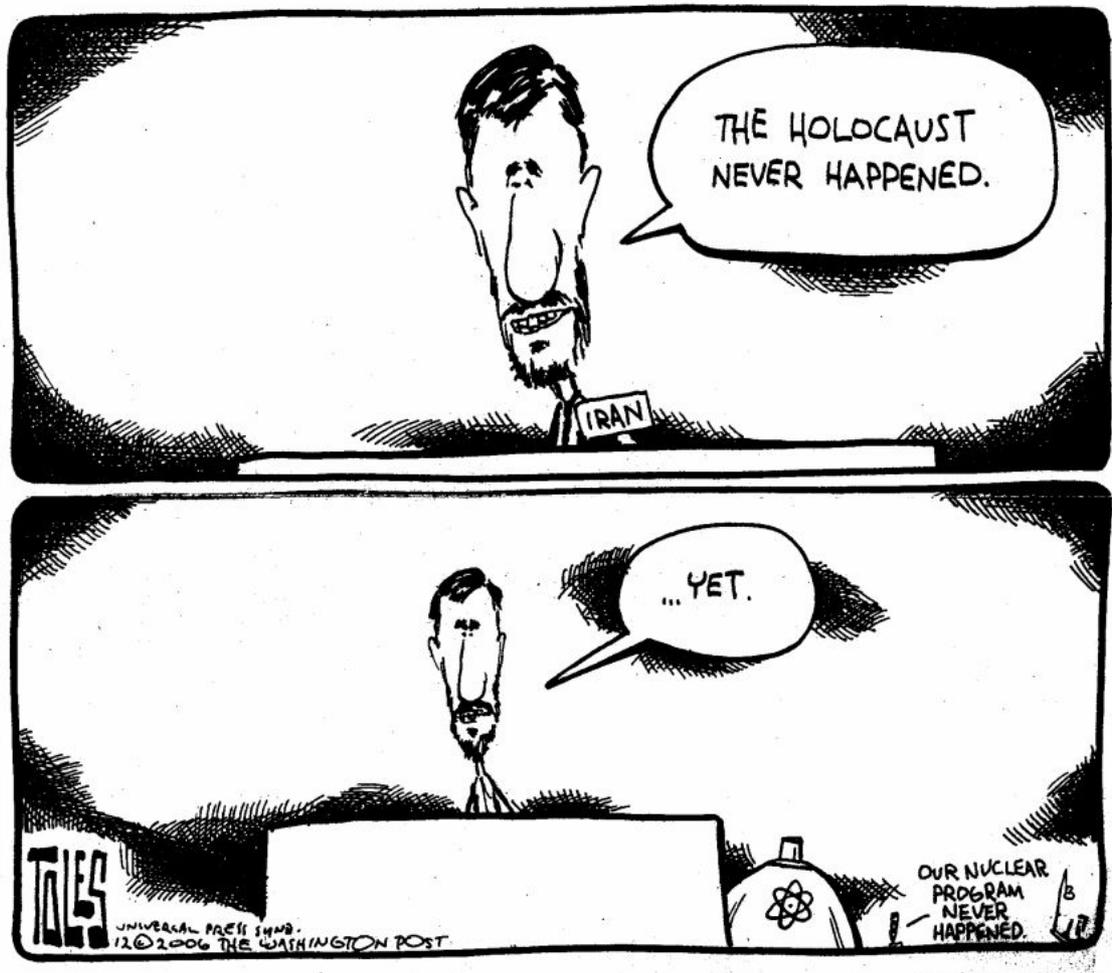
Pourquoi ces alarmes bien plus fortes que du temps de l'Irak ? Tout simplement parce que non content

Même si D. Shek ne l'écrit pas, il accuse M. Ahmadinejad de vouloir rayer Israël de la carte en bombardant le pays avec des armes nucléaires. C'est d'ailleurs ce que prétendait E. Olmert le 8 décembre dernier au moment de gaffer.

◆ UN ARGUMENT INEPTÉ

Plus haut, cependant, j'ai démontré l'ineptie de cette affirmation. Même si, demain, l'Iran possédait 50 ogives nucléaires, il serait suicidaire de les lancer, puisque l'Iran en recevrait instantanément autant... Les Juifs, d'ailleurs, le savent, puisque dans le dernier *Contact J*, Arié

(1) : Voir le discours déjà cité de R. Cukierman. (2) : Voy. *Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 354, 12 janvier 2007, p. 7. (3) : Voy. *Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 354, 19 mai 2006, pp. 5-6. (4) : Voy. *Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 354, 12 janvier 2007, p. 13.



Le *Washington Post* reprend la rhétorique juive.

Le Président iranien déclare : « L'Holocauste n'a jamais eu lieu... », avant d'ajouter « ...encore ». On voit alors une ogive nucléaire et le Président iranien qui prétend : « Notre programme nucléaire n'a jamais eu lieu ».

Comprenez : nous mentons en soutenant le révisionnisme et nous voulons perpétrer un nouvel Holocauste avec nos armes nucléaires...

Renous a parlé du « champignon nucléaire iranien et [de] la réplique instantanée d'Israël qui rayerait Téhéran de la carte » [1].

De façon évidente, M. Ahmedinejad ne veut pas déchaîner l'Apocalypse nucléaire. Sa promotion du révisionnisme en est une preuve, car

celui qui veut résoudre une question par la violence la plus barbare ne se soucie pas de développer des arguments intellectuels. A supposer que l'Iran veuille se doter d'un arsenal nucléaire, ce serait uniquement dans le cadre d'une politique de dissuasion...

[1] : Voy. *Contact J*, n° 202, février 2007, p. 5, col. A.

◆ **COMME EN 1981 AVEC L'IRAK, ISRAËL SE PRÉPARE À CHÂTIER L'IRAN**

Mais précisément, les juifs ne veulent pas qu'un pays musulman puisse leur tenir tête. Voilà pourquoi, comme il y a 25 ans avec l'Irak, Israël jette de l'huile sur le feu et échauffe les esprits en parlant d'un danger en passe de devenir imminent. Il y a peu, ainsi, le chef du Mossad, Maïr Dagan, a déclaré que si rien n'était fait : « *L'Iran aura[it] sa première bombe atomique d'ici trois à quatre ans* » [1]. R. Cukierman est encore plus alarmiste d'après lui, « *Ahmadinejad est à 18 mois ou deux ans de se doter de l'arme atomique* » [2]. En conséquence, l'entité sioniste se prépare. En juin dernier, *Fax d'Israël et du monde juif* a annoncé :

Israël intensifie ses efforts pour mettre au point des missiles de croisière à longue portée susceptibles d'être utilisés, le cas échéant, pour frapper les installations nucléaires iraniennes. Israël avait envoyé son aviation pour détruire le principal réacteur atomique irakien, en 1981, à Osirak, et n'exclut pas de frapper les installations sensibles iraniennes si la diplomatie occidentale ne parvient pas à dissuader Téhéran de se doter de l'arme nucléaire. Mais le plus grand éloignement des installations nucléaires iraniennes commanderait à Israël plutôt des missiles de croisière que l'aviation pour mener une telle action. Le hic est que les USA ont toujours refusé d'en vendre à Israël [3].

Peu après, Ephraïm Sneh, qui allait prendre ses fonctions de vice-

I r a n

« L'Iran aura sa première bombe atomique d'ici 3 à 4 ans » si elle devait poursuivre son programme nucléaire au rythme actuel a affirmé Meïr Dagan, le chef du Mossad, les services secrets israéliens. Ce dernier a tenu ces propos lors d'une intervention devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense du parlement israélien. En novembre 2003, le général Dagan avait averti cette même commission que le programme nucléaire iranien représentait, selon lui, la plus grande menace pour l'existence d'Israël depuis sa création en 1948.

Comme en 1981 avec l'Irak, Israël échauffe les esprits (*Voy. Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 354, 12 janvier 2007, p. 7).

ministre de la Défense, déclara haut et fort :

En dernier recours il appartiendra à l'Etat juif de neutraliser la menace atomique iranienne [4].

Ce qui signifie : en cas d'échec des pourparlers diplomatiques, on usera de la violence. Exactement comme en 1981 avec Tammuz.

◆ **ISRAËL VEUT ASSOCIER LE MONDE ENTIER À SON COMBAT**

Sans surprise, les sionistes tente de lier le monde entier à leur combat. En septembre dernier, le rédacteur

(1) : *Voy. Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 354, 12 janvier 2007, p. 7. (2) : Voir son discours du 13 février 2007, déjà cité. (3) : *Voy. Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 355, 23 juin 2006, p. 3. (4) : Source : http://www.24heures.ch/vqhome/le_journal/decembre06/israel_131206.edition%3Dnv.html

en chef de *Contact J.*, Simon Cohn, a écrit que les Israéliens combattent « pour une certaine conception du monde, un monde qui comprend petit à petit que ce combat est aussi le sien » [1]. De son côté, D. Shek déclare que dans la vision du monde selon M. Ahmadinejad :

c'est tout le monde occidental, tous les « mécréants et les apostats » qui sont dans la ligne de mire, ainsi que l'Europe bientôt à portée des missiles iraniens [2].

Dans son discours du 13 février, enfin, Roger Cukierman a lancé :

[...] l'État d'Israël a toutes les raisons de s'inquiéter. Mais l'Europe aussi.

- Un sondage que le CRIF a commandé auprès de la Sofres montre que 80 % des Français prennent au sérieux la menace iranienne.

- Et 66 % des personnes sondées redoutent le danger nucléaire iranien pour le territoire français. Ils ont bien raison.

Car l'Iran dispose de missiles de longue portée. Car les dirigeants iraniens accusent les occidentaux d'être des impies, des « croisés ».

Au-delà d'Israël et de l'Europe, le monde arabe peut aussi s'inquiéter. En effet, l'empire persan est le rival du monde arabe depuis des siècles. Et les États arabes ne disposent pas d'un bouclier nucléaire à la différence des occidentaux. Or, la Perse des Mollahs rêve d'imposer au monde musulman le chiisme alors que le monde arabe est très majoritairement sunnite. Naturellement certains pays arabes, comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite, et d'autres encore peuvent envisager désormais de s'engager eux aussi dans la course nucléaire.

Le message est clair : tout le monde derrière Israël contre l'Iran.

Faut-il en déduire que 2007 verra une nouvelle agression israélienne ou une nouvelle « guerre » au Moyen Orient ? Gardons-nous de répondre par l'affirmative, car la diplomatie révèle parfois bien des surprises. Mais il est indéniable que les risques existent. Aujourd'hui, le régime du Président Ahmadinejad est condamné à mort. C'est la peine réservée à tous ceux qui osent se compromettre avec l'hydre révisionniste. S'il s'effondre de lui-même et si le nouveau président iranien brûle son grain d'encens à l'idole holocaustique en promettant de ne plus titiller l'atome, alors la paix sera préservée. Dans le cas contraire, le pire est possible, comme le démontre le précédent irakien.

◆ LE MENSONGE : UNE MALÉDICTION QUI MÈNE À L'ÂME

Face au danger, beaucoup se lamenteront et demanderont aux forces en présence de faire preuve de bonne volonté. C'est certes louable, mais c'est oublier que le mensonge est comme un abcès qu'il faut inciser sans quoi le foyer d'infection perdure. Le mensonge de l'« Holocauste » a permis aux sionistes de réaliser un rêve qui paraissait chimérique dix ans auparavant. Ils ont même été plus loin que leurs rêves en faisant d'Israël un pays très puissant. Seulement, un proverbe yiddish affirme : « Avec le mensonge, on va loin, mais sans espoir de retour ». Déjà, la malédiction du mensonge se fait sentir : loin d'avoir trouvé la paix, les sionistes repus de récits holocaustiques —

(1) : Voy. *Contact J.*, n° 197, septembre 2006, p. 7, col. B. (2) : Voy. *Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 360, 12 janvier 2007, p. 13.

il faut bien entretenir l'illusion de la légitimité — vivent dans une peur continue. Dans le dernier *Contact J*, A. Renous décrit ainsi la situation en Israël : tous les appartements sont dotés d'une pièce blindée prête à servir d'abri anti-nucléaire avec des filtres à air contre les armes bactériologiques ; dans les magasins et au cinéma « le gardien à l'entrée fouille vos sacs », « obligé d'être sur le qui-vive en permanence » ; « chaque autobus a son agent de sécurité et quand un voyageur y monte, son rythme cardiaque s'accélère » ; au moment de monter en avion, on vous demande : « Avez-vous fait vos bagages vous-même ? Personne ne vous a donné un colis que vous transporteriez ? Comprenez-vous l'hébreu et l'avez-vous appris ? A quelle communauté appartenez-vous ? Qui en est le rabbin ? » [1] ; si la « lutte contre la peur est gagnée », cela ne peut être que « pour un



Arié Renous



Déborah Grau



Isaac Franco

temps », un temps pendant lequel l'Israélien connaît « une vie paisible ou ce qui en tient lieu ». Et de conclure :

C'est en vivant en Israël que vous vous rendrez compte qu'une pensée vous parcourt à tous moments : DANGER ! [2]

Cette peur constante alimente leur paranoïa juive. La réalité, chez eux, n'a plus cours. Par exemple, l'activiste sioniste Déborah Grau déclare :

j'ai été sur les lieux où, il y a soixante ans, on nous tuait parce que nous étions juifs. Aujourd'hui, quand j'entends des néonazis, des négationnistes ou des antisémites parler, je me sens plus forte qu'eux parce que ce je sais [« que ça a existé »] et qu'eux, au contraire, ne peuvent pas opposer des arguments valables [3].

De plus, ils voient des ennemis partout, même en... Jacques Chirac qu'ils accusent d'avoir permis à S. Hussein « de se doter de l'arme atomique » [4], ce qui est manifestement faux. La France n'est pas non plus épargnée, puisque dans *Contact J*, Isaac Franco la rend « complice de deux holocaustes ces soixante dernières années » [5]. Pas un, deux !

(1) : On notera que les questions : « Avez-vous fait vos bagages vous-même ? Personne ne vous a donné un colis que vous transporteriez ? » sont également posées à ceux qui voyagent sur des compagnies aériennes des Etats-Unis. Ce n'est donc pas propre à Israël. (2) : Voy. *Contact J*, n° 202, février 2007, p. 5, col. C. (3) : Voy. *Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 358, 17 novembre 2006, p. 17, col. C. (4) : [« Saddam Hussein, l'homme que Jacques Chirac qualifiait d'«ami personnel» et à qui il avait permis de se doter de l'arme atomique » (déclaration de Yehoshoua Amishav, Directeur de la Communication du Kerem Hayessod-Solidarité avec Israël et le peuple juif, dans *Fax de Jérusalem et du monde juif*, n° 360, 12 janvier 2007, p. 12). (5) : Voy. *Contact J*, n° 199, novembre 2006, p. 25, col. B.

Et c'est cette France-là, cette France complice de deux holocaustes ces soixante dernières années, cette France coupable d'autres "brouilles" qui seules suffiraient à discréditer toute autre qu'elle, qui "porte" cette juste demande de voir la Turquie se grandir de l'aveu de ses fautes passées.

Avec ou sans l'Iran, tôt ou tard, cet État né d'un grand mensonge et transformé en camp retranché peuplé de paranoïaques avec son mur, ses points de passage et ses centaines de milliers d'abris s'effondrera ; c'est fatal. Reste à savoir si la débâcle embrasera le monde entier...

Fragment de l'article d'Isaac Franco où la France est accusée de complicité dans deux holocaustes...



Carte issue de *Courrier international* (n° 802, 16 mars 2006, p. 44).

Annexe I

MORDECHAÏ VANUNU PARLE

14 octobre 2005
Entretien exclusif
 par Silvia Cattori

Ingénieur au centre de Dimona, Mordechaï Vanunu révéla, en 1986 au Sunday Times, l'existence du programme nucléaire militaire israélien. Enlevé en Italie par le Mossad alors qu'il venait de contacter les journalistes britanniques et avant que leur article ne paraisse, il fut jugé à huis clos et emprisonné dix-huit ans. Bien qu'interdit de contact avec la presse, il a répondu aux questions de Silvia Cattori pour le Réseau Voltaire.

Silvia Cattori : Quel était votre travail en Israël, avant que des agents du Mossad ne vous kidnappent à Rome, en octobre 1986 ?

Mordechaï Vanunu : Depuis neuf ans, je travaillais au centre de recherches en armements de Dimona, dans la région de Beer Sheva. Juste avant de quitter ce travail, en 1986, j'avais pris des photos à l'intérieur de l'usine, afin de montrer au monde qu'Israël cachait un secret nucléaire. Mon travail, à Dimona, consistait à produire des éléments radioactifs utilisables pour la fabrication de bombes atomiques. Je savais exactement quelles quantités de matières fissiles

étaient produites, quels matériaux étaient utilisés et quelles sortes de bombes étaient fabriquées.

SC. — Révéler au monde – seul – que votre pays était secrètement détenteur de l'arme nucléaire..., n'était-ce pas là prendre un très grand risque ?

Mordechaï Vanunu : Si j'ai décidé de le faire, c'est parce que les autorités israéliennes mentaient. Elles se répandaient, répétant que les responsables politiques israéliens n'avaient nullement l'intention de se doter d'armes nucléaires. Mais, en réalité, ils produisaient beaucoup de substances radioactives ne pouvant servir qu'à cette seule fin : confectionner des bombes nucléaires. Des quantités importantes : j'ai calculé qu'ils avaient déjà, à l'époque — en 1986 ! — plus de deux cents bombes atomiques. Ils avaient aussi commencé à fabriquer des bombes à hydrogène, très puissantes. Aussi ai-je décidé de faire savoir au monde entier ce qu'ils tramaient dans le plus grand secret. Et puis, aussi, je voulais empêcher les Israéliens d'utiliser des bombes atomiques, afin d'éviter une guerre nucléaire au Moyen-Orient. Je voulais contribuer à apporter la paix dans cette région.

Israël, détenant déjà des armes surpuissantes, pouvait faire la paix : il n'avait plus à redouter une quelconque menace palestinienne, ni même arabe, car il possédait tout l'armement nécessaire à sa survie.

SC. — Vous étiez préoccupé par la sécurité, dans l'ensemble de la région ?

Mordechaï Vanunu : Oui. Absolument. Bien entendu, ce n'est pas pour le peuple israélien que j'ai fait ce que j'ai fait. Les Israéliens avaient élu ce gouvernement, et ce gouvernement avait décidé de les doter d'armes nucléaires. Vous savez, tous les Israéliens suivent de très près la politique du gouvernement israélien... Mais, en ce qui me concerne, je réfléchissais à partir du point de vue de l'humanité, du point de vue d'un être humain, de tous les êtres humains vivant au Moyen-Orient, et aussi de tous les êtres humains, dans le monde entier. Parce que ce qu'Israël avait fait, beaucoup d'autres pays pourraient le faire.

Aussi ai-je décidé, dans l'intérêt de l'humanité, de faire connaître au monde entier le danger que représentaient les armes nucléaires secrètes d'Israël. En 1986, on était en pleine Guerre froide et les armes nucléaires proliféraient. Elles étaient en train de se répandre dans plusieurs pays encore non-nucléaires, comme l'Afrique du Sud, et d'autres. Le danger représenté par les armes nucléaires était réel. De nos jours, ce danger a diminué.

SC. — Saviez-vous à quoi vous vous exposiez ? Pourquoi était-ce vous, en particulier, qui deviez prendre un si grand risque, et personne d'autre ?

Mordechaï Vanunu : Bien entendu, je savais ce que je risquais. Mais ce que je pouvais faire, personne d'autre que moi n'aurait pu le faire. Je savais que j'aurais eu affaire au gouvernement israélien. Ce n'est pas comme si j'avais été quelqu'un qui s'en serait pris à des intérêts privés ; je savais que je m'en prenais directement au gouvernement israélien et à l'État juif israélien. Je savais donc qu'ils pouvaient me châtier, qu'ils pouvaient me tuer, qu'ils pouvaient faire de moi absolument tout ce qu'ils voulaient. Mais j'avais la responsabilité de dire la vérité au monde. Personne d'autre que moi n'était en mesure de le faire : il était donc de mon devoir de le faire. Quels qu'aient été les risques.

SC. — Votre famille vous a-t-elle, alors, soutenu ?

Mordechaï Vanunu : Les membres de ma famille ont été incapables de comprendre ma décision. Pour eux, le plus dérangent fut de découvrir que je m'étais converti au christianisme. Pour eux : c'était plus dommageable, plus douloureux que le fait que j'aie révélé les secrets nucléaires d'Israël... Je les respecte, ils respectent ma vie. Nous sommes restés en bons termes, mais nous ne nous fréquentons plus.

SC. — Vous sentez-vous seul ?

Mordechaï Vanunu : Oui. Bien sûr, je suis seul, ici, à la cathédrale Saint-Georges. Mais j'ai beaucoup d'amis, qui me soutiennent.

SC. — Dans quelles conditions avez-vous été jugé et emprisonné ?

Mordechaï Vanunu : Mon procès a été tenu dans le secret le plus absolu. J'étais seul, avec mon avocat. J'ai été condamné pour espionnage et trahison. Les autorités israéliennes se sont vengées sur moi en me maintenant en isolement cellulaire durant toute la durée du procès. Elles n'autorisaient personne à me voir ni à me parler, et m'interdisaient de m'adresser aux médias. Elles ont publié beaucoup de désinformation à mon sujet. Le gouvernement israélien a utilisé tout son pouvoir médiatique pour faire un lavage de cerveau de l'opinion publique. Pour laver le cerveau des juges, aussi, au point de les convaincre de la nécessité de me mettre en prison. Ainsi, mon procès a été tenu secret et les médias n'ont pas pu accéder à la vérité ; ils n'ont pas pu m'entendre. Les gens étaient convaincus que j'étais un traître, un espion, un criminel. Il n'y eut pas un atome de justice, dans ce jugement. Mais il n'y avait pas que le procès : le plus cruel fut de m'isoler, en prison. Ils m'ont puni non seulement par l'emprisonnement, mais aussi en m'isolant totalement, en m'épiaant en permanence, au moyen de mauvais traitements particulièrement vicieux et cruels : ils ont essayé de me faire mettre en colère, ils ont essayé de me faire regretter ce que j'avais fait. J'ai été maintenu au secret, dix-huit années durant, dont onze années et demie en isolement total. La première année, ils ont mis des caméras dans ma cellule. Ils ont laissé la lumière allumée trois années d'affilée ! Leurs espions me battaient sans cesse, ils m'empêchaient de dormir. J'ai été soumis à un traitement barbare ; ils ont tenté de me briser. Mon objectif était de tenir, de survivre. Et j'ai réussi !...

SC. — Par chance, on ne vous a pas pendu haut et court, comme le voulait pourtant le ministre de la Justice d'alors, Tommy Lapid. Vous avez tenu bon, et vous avez été relâché le 21 avril 2004. Vous aviez tout juste 50 ans !

Mordechaï Vanunu : S'ils m'ont relâché, c'est parce que j'avais purgé les dix-huit ans de prison auxquels ils m'avaient condamné. Ils voulaient me tuer. Mais, en fin de compte, le gouvernement israélien a décidé de n'en rien faire.

SC. — En avril 2004, les télévisions ont montré votre sortie de prison. Le monde a alors découvert ce qui vous était arrivé. Vous êtes apparu devant les caméras heureux, déterminé, combatif : tout le contraire d'un homme brisé...

Mordechaï Vanunu : Sortir de prison, aller parler au monde entier, fêter ça... après dix-huit ans de captivité, d'interdiction de tout : ... ce fut un grand moment...

SC. — Vos geôliers n'ont donc pas réussi à vous briser mentalement ?

Mordechaï Vanunu : Non ; absolument pas. Mon objectif était de sortir, et de parler au monde entier, de faire comprendre aux autorités israéliennes qu'elles avaient échoué. Mon but était de survivre, et cela a été ma plus grande victoire sur toutes ces organisations d'espionnage. Ils ont réussi à me kidnapper, à me traîner devant leur tribunal, à me maintenir en prison, au secret, pendant dix-huit ans... et j'ai survécu à tout ça. J'ai souffert, certes ; mais j'ai survécu. Malgré tous leurs crimes, je suis

toujours vivant, et je suis même en excellente santé ! Je suis de forte constitution ; c'est sans doute grâce à ça, que j'ai surmonté l'épreuve.

SC. — Qu'est-ce qui vous a aidé à tenir ?

Mordechaï Vanunu : Ma fermeté. Le fait de continuer à être convaincu que j'avais eu raison de faire ce que j'avais fait. La volonté de leur faire comprendre que, quoi qu'ils fassent pour me châtier, je continuerais à rester en vie.

SC. — Quel est le plus grand obstacle auquel vous ayez à faire face, actuellement ?

Mordechaï Vanunu : On m'interdit de quitter Israël. J'ai été libéré de prison, mais ici, en Israël, je suis dans une grande prison. Je voudrais quitter ce pays, aller jouir de la liberté dans le vaste monde. J'en ai marre du pouvoir israélien. L'armée peut venir m'arrêter à tout instant, me punir. Je sens que je suis à leur merci. J'aimerais tellement vivre loin, très loin d'ici...

SC. — Quand Israël vous laissera-t-il quitter le pays ?

Mordechaï Vanunu : Je n'en sais rien. Ils m'ont interdit de quitter Israël pendant une année. Un an ayant passé, ils ont renouvelé l'interdiction pour une nouvelle année, qui prendra fin en avril prochain. Mais ils peuvent encore prolonger l'interdiction, aussi longtemps qu'il leur plaira...

SC. — Quel regard portez-vous sur le Traité de non-prolifération nu-

cléaire quand, dans le cas d'Israël, on tolère « l'ambiguïté nucléaire », alors qu'on met constamment sous pression l'Iran — un pays qui, lui, se soumet aux inspections ?

Mordechaï Vanunu : Tous les pays devraient être ouverts aux inspections internationales et dire la vérité sur ce qu'ils sont en train de faire, secrètement, dans toutes les installations nucléaires dont ils disposent. Israël n'a pas signé le Traité de non-prolifération nucléaire. Ce sont près de cent quatre-vingt pays qui l'ont fait, dont tous les pays arabes. L'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Irak, la Jordanie... : tous les pays voisins d'Israël ont ouvert leurs frontières aux inspections de l'AIEA. Israël est le pire exemple. C'est le seul pays qui ait refusé de signer le Traité de non-prolifération nucléaire. Les États-Unis et l'Europe devraient commencer par régler le cas d'Israël ; Israël doit être considéré à l'instar de n'importe quel autre pays. Nous devons en finir avec l'hypocrisie, et obliger Israël à signer le Traité de non-prolifération nucléaire. Il faut imposer à Israël le libre accès des inspecteurs de l'AIEA au centre de Dimona.

SC. — L'Iran, qui remplit ses obligations et accepte les inspections de l'ONU, est pourtant menacé de sanctions. Israël, qui est doté de l'arme nucléaire et refuse toute inspection de l'AIEA, ne fait l'objet d'aucune poursuite. Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » de la part des États-Unis, mais aussi de l'Europe ?

Mordechaï Vanunu : Oui ; c'est même encore pire que ce que vous dites : non seulement on ne s'en prend pas à Israël, mais on aide

même ce pays en secret. Il y a une coopération secrète entre Israël et la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Ces pays ont décidé de contribuer à la puissance nucléaire d'Israël afin de faire de ce pays un État colonial, dans le monde arabe. Ils aident Israël, parce qu'ils veulent que ce pays soit à leur service, en tant que pays colonialiste contrôlant le Moyen-Orient, ce qui leur permet de s'emparer des revenus pétroliers et de maintenir les Arabes dans le sous-développement et les conflits fratricides. Telle est la principale raison de cette coopération.

SC. — L'Iran n'est-il pas, comme l'affirment Israël et les États-Unis, une menace ?

Mordechaï Vanunu : Étant sous le contrôle des inspecteurs de l'AIEA, l'Iran ne représente aucun danger. Les experts occidentaux savent parfaitement quelle est la nature du programme nucléaire iranien. Contrairement à Israël, qui ne laisse personne accéder à ses installations nucléaires. C'est la raison pour laquelle l'Iran a décidé d'aller de l'avant et de dire au monde entier : « Vous ne pouvez pas exiger de nous plus de transparence, alors que vous continuez à fermer les yeux sur ce qui se passe en Israël ! » Tous les Arabes voient, depuis quarante ans, qu'Israël a des bombes atomiques et que personne ne fait rien contre ça. Tant que le monde continuera à ignorer les armes atomiques d'Israël, il ne pourra pas se permettre de dire quoi que ce soit à l'Iran. Si le monde est vraiment préoccupé, et s'il veut sincèrement mettre un terme à la prolifération nucléaire, qu'il commence donc par le commencement, c'est-à-dire : Israël.

SC. — Vous devez être agacé, quand vous entendez Israël, qui n'est pas en règle, dire qu'il est prêt à bombarder l'Iran, qui, à ce stade, n'a enfreint absolument aucune règle !

Mordechaï Vanunu : Oui ; cela me met hors de moi. Nous n'avons rien à reprocher à l'Iran : avant de faire quoi que ce soit contre un quelconque autre pays, il faut s'occuper du cas israélien. Si quelqu'un veut s'en prendre à l'Iran, il doit, préalablement, s'en prendre à Israël. Le monde ne peut ignorer ce qu'Israël fait, en la matière, depuis plus de quarante ans... Les États-Unis devraient obliger Israël à signer le Traité de non-prolifération nucléaire. Et il est grand temps, aussi, pour l'Europe, de reconnaître officiellement qu'Israël possède des bombes atomiques. L'ensemble du monde arabe devrait être extrêmement inquiet en entendant tous ces discours qui incriminent l'Iran, qui ne possède aucune arme atomique, et qui continue à ignorer Israël.

SC. — Quels sont les États qui ont coopéré avec Israël ?

Mordechaï Vanunu : Israël a aidé la France et la Grande-Bretagne dans leur campagne contre l'Égypte, en 1956. Après l'opération de Suez, la France et la Grande-Bretagne ont commencé à coopérer au programme nucléaire israélien, afin de remercier Israël pour le soutien qu'il leur a apporté, durant cette guerre.

SC. — L'Afrique du Sud n'a-t-elle pas aidé Israël, jusqu'en 1991 ?

Mordechaï Vanunu : C'est effectivement en Afrique du Sud, dans le

désert, qu'Israël a procédé à ses essais nucléaires...

SC. — Dans les années soixante, le président Kennedy aurait, semble-t-il, demandé qu'il y ait des inspections à Dimona, en Israël. Voyez-vous un lien entre cette demande et son assassinat ?

Mordechaï Vanunu : Je pense qu'à l'époque de Kennedy, les États-Unis étaient opposés au programme nucléaire israélien. Kennedy a tenté d'arrêter Israël, en la matière, mais son assassinat ne lui en a pas laissé le temps... Pour moi, le mobile de l'assassinat de Kennedy est lié à la diffusion d'armes nucléaires en Israël et dans d'autres pays. Ceux qui l'ont assassiné étaient des gens qui étaient favorables à la dissémination nucléaire. Grâce à l'élimination du gêneur Kennedy, la prolifération a pu continuer. De fait, les présidents Johnson et Nixon [qui ont succédé à Kennedy, ndt] n'y voyaient aucun inconvénient : ils ont laissé faire Israël. Constatons simplement que c'est bien un changement allant en ce sens qui s'est manifesté, après l'assassinat de Kennedy...

SC. — Votre dénonciation n'a pas empêché Israël de maintenir taboue cette question : il a réussi à ne pas se mettre les grandes puissances à dos. Sa stratégie de l'opacité se serait-elle donc avérée efficace ?...

Mordechaï Vanunu : Force est bien de reconnaître que oui. Israël est un cas d'école. Comment un petit pays peut-il défier le monde entier et poursuivre une politique agressive, sans le moins du monde se préoccuper des autres ? Les Israéliens ont

réussi à le faire, à l'époque, oui... Mais aujourd'hui, le monde a changé. La Guerre froide est terminée, le communisme est défait, le monde s'oriente vers la paix : on le voit, des armes nucléaires n'aideront Israël en rien. Maintenant qu'Israël doit montrer qu'il désire la paix, et de quelle manière il entend y contribuer, pour ce pays, de quelle utilité pourraient bien être des armes nucléaires ? La politique nucléaire israélienne était possible, dans le contexte de la Guerre froide. Mais aujourd'hui, nous devons obtenir d'Israël qu'il adopte une nouvelle politique, qu'il démontre au monde entier qu'il veut la paix et qu'il reconnaisse qu'il n'a nul besoin d'armes atomiques.

SC. — Dans les années cinquante, Israël disposait déjà d'un armement considérable. Quelle raison avait-il alors de se doter de l'arme nucléaire ?

Mordechaï Vanunu : Un pays aussi petit qu'Israël n'a aucune raison valable de détenir un nombre aussi énorme d'armes atomiques. C'est un peu comme si le programme d'armement nucléaire d'Israël lui était monté à la tête. On ne peut en aucun cas utiliser d'arme atomique dans la région : toute bombe atomique qui serait utilisée contre la Syrie, l'Égypte ou la Jordanie aurait des effets radioactifs et rendrait la vie impossible en Israël également. Toute bombe endommagerait Israël même. Jusqu'ici, les Israéliens n'ont pas même le droit de discuter de cette question entre eux. Néanmoins, ce problème occupe tous les esprits. Nous attendons la réponse d'Israël sur cette question.

SC. — Pour Israël, ne s'agit-il pas d'une arme qui lui permet de maintenir le statu quo ? D'un instrument de chantage politique ? Pour pouvoir discuter d'égal à égal avec les grands — États-Unis en tête — et ne rien concéder aux Arabes, qu'Israël a spoliés et qui sont faibles militairement ?

Mordechaï Vanunu : Oui. C'est tout à fait cela. Israël utilise la puissance des armes nucléaires afin d'asseoir ses politiques. Israël a beaucoup de pouvoir, il écrase l'ensemble de ses voisins de son arrogance. Les États-Unis — même eux ! — ne sont pas en mesure de dire aux Israéliens ce qu'ils doivent faire. Aujourd'hui, l'Europe voit à quel point Israël est puissant. Même sans utiliser la bombe atomique, même sans brandir la menace qu'ils le feraient, les Israéliens peuvent imposer leur pouvoir, ils peuvent faire absolument tout ce qu'ils veulent : ils peuvent ériger leur muraille, ils peuvent édifier des colonies en Palestine..., personne n'est en mesure de leur dire qu'ils n'ont pas le droit de le faire, parce qu'ils sont extrêmement puissants.

SC. — C'est là le résultat de leur utilisation des armes atomiques à des fins de chantage politique. Ils peuvent utiliser des bombes atomiques contre tout pays qui voudrait stopper leur politique agressive à l'encontre des Palestiniens. Telle est la situation, aujourd'hui. Le monde entier le sait, tout le monde le sait. Et il y a une autre raison, pour laquelle ni les États-Unis ni l'Europe ne font strictement rien : c'est qu'ils savent à quel point Israël est puissant. Par conséquent, la meilleure manière de contrer Israël consiste à faire savoir la vérité au monde et à étudier ce qui

s'y passe, dans le domaine de l'armement atomique, jusqu'à ce qu'il y renonce.

SC. — Israël a-t-il envisagé de recourir à l'arme nucléaire contre ses voisins arabes, en 1973 ?

Mordechaï Vanunu : Oui. En 1973, Israël était prêt à utiliser des armes atomiques contre la Syrie. Et contre l'Égypte.

SC. — Pour avoir révélé un secret d'État, vous avez énormément souffert. Finalement ; pour quel résultat ?

Mordechaï Vanunu : Tout d'abord, le monde a maintenant la preuve qu'Israël possède des armes atomiques. Personne, désormais, ne peut plus ignorer la vérité en ce qui concerne le projet nucléaire d'Israël. Après ça, Israël s'est trouvé dans l'impossibilité totale d'avoir recours à ces armes. Un autre résultat de mon action, c'est le fait que le monde a pris conscience de ce que ce petit État juif a fait, dans le plus grand secret. Et le monde a découvert, aussi, sur quels mensonges et sur quelle désinformation cet État a été édifié. Le fait de savoir qu'un si petit pays ait été capable de fabriquer secrètement deux cents bombes atomiques a contribué à alerter l'opinion publique mondiale sur son comportement. La peur qu'un autre petit pays puisse faire la même chose et fabriquer des armes atomiques a incité le monde à se mettre à réfléchir à la manière de stopper la prolifération nucléaire et d'empêcher Israël d'aider d'autres pays à utiliser ces armes, à l'avenir. Quand le monde a découvert ce qu'Israël a fait dans le plus grand secret, la peur de la prolifération nucléaire

s'est manifestée. Le monde a pris conscience du pouvoir d'Israël et il a commencé à exercer des pressions sur ce pays afin de le contraindre à faire la paix avec les Palestiniens et avec le monde arabe. Israël n'avait plus aucune raison d'affirmer qu'il redoutait ses voisins arabes, dès lors qu'il disposait, depuis la fin des années cinquante, de suffisamment d'armes pour assurer sa sécurité.

SC. — Pour quelles raisons Israël continue-t-il de vous persécuter ?

Mordechaï Vanunu : Ce que j'ai fait contrarie tellement toutes les attitudes politiques israéliennes ! Les Israéliens ont dû changer leurs plans. La politique nucléaire secrète d'Israël est l'œuvre de Shimon Pérès. Et voilà que cette politique consistant à fabriquer des armes atomiques clandestinement s'est effondrée ! À cause de cette révélation, Israël a dû emprunter une nouvelle direction, définir de nouveaux plans et ce à quoi nous assistons aujourd'hui est la conséquence de mes révélations. Ils ont dû inventer de nouvelles sortes d'armes. Aujourd'hui, ils construisent leur muraille, leurs checkpoints, leurs colonies et ils se sont arrangés pour rendre la société juive plus religieuse, plus nationaliste, plus raciste. Au lieu d'aller dans une autre direction, au lieu de comprendre qu'il n'y a pas d'autre solution que la paix, au lieu de reconnaître aux Palestiniens des droits égaux et de mettre un terme au conflit. Israël ne veut pas mettre fin au conflit. Ce qu'Israël veut, c'est continuer à construire sa muraille et ses colonies !...

SC. — Vous avez accompli un véritable exploit !

Mordechaï Vanunu : En tant qu'être humain, j'ai fait quelque chose pour la sécurité et le respect de l'humanité. Tout pays a le devoir de nous respecter, tous, en tant qu'êtres humains, quelle que soit notre religion, que l'on soit juifs, chrétiens, musulmans, bouddhistes... Israël a un gros problème : ce pays ne respecte pas les êtres humains. Ce que ce pays a pu faire, parce qu'il ne considère pas les autres humains comme des égaux, est absolument terrible. Le résultat est dévastateur, pour l'image d'Israël ; l'État d'Israël n'est en aucun cas une démocratie. L'État juif est raciste. Le monde devrait savoir qu'Israël met en pratique une politique d'apartheid : si vous êtes juif, vous avez le droit d'aller où vous voulez et de faire ce que bon vous semble ; si vous n'êtes pas juif, vous n'avez aucun droit. Ce racisme est le véritable problème auquel Israël est confronté. Israël est bien incapable de prouver qu'il est une démocratie. Personne ne peut accepter cet État raciste ; ni les États-Unis, ni les pays européens. Les armes nucléaires israéliennes, ils pourraient, à la rigueur, les accepter... Mais comment pourraient-ils justifier cet État d'apartheid fasciste ?

SC. — Vous semblez refuser de reconnaître la légitimité de cet État ?

Mordechaï Vanunu : Bien sûr. C'est ce que j'ai dit, à ma sortie de prison : nous ne devons pas accepter cet État juif. L'État juif d'Israël est le contraire de la démocratie ; nous avons besoin d'un État pour tous ses citoyens, sans égard pour leurs croyances religieuses. La solution, c'est un État unique, pour tous ses habitants, de toutes les religions,

comme c'est le cas dans des démocraties comme la France ou la Suisse, et non pas seulement un État pour les juifs. Un État juif n'a absolument aucune raison d'être. Les juifs n'ont pas besoin d'un régime fondamentaliste comme celui qui règne en Iran. Les gens ont besoin d'une véritable démocratie, qui respecte les êtres humains. Aujourd'hui, dans la région du Moyen-Orient, nous avons deux États fondamentalistes : l'Iran, et Israël. Mais Israël est très en avance, en matière de fondamentalisme, même sur l'Iran !...

SC. — À vos yeux, Israël est-il donc une plus grande menace que l'Iran ?...

Mordechaï Vanunu : Bien entendu : nous savons ce que les Israéliens font subir au peuple palestinien, depuis plus de cinquante ans ! Il est grand temps, pour le monde, de s'en souvenir et de se préoccuper de l'holocauste palestinien. Les Palestiniens ont tellement souffert, et depuis tellement longtemps, à cause de toute cette oppression ! Les juifs ne les respectent absolument pas, ils ne les considèrent pas comme des êtres humains ; ils ne leur accordent aucun droit, et ils continuent à les persécuter, à mettre en danger la vie présente des Palestiniens, et par conséquent leur propre avenir, aussi.

SC. — Que dites-vous à mon pays, la Suisse, qui est dépositaire des Conventions de Genève ?

Mordechaï Vanunu : La Suisse devrait condamner très clairement et à haute voix la politique raciste d'Israël, c'est-à-dire toutes les violations des droits des Palestiniens, tant musulmans que chrétiens. Tous les pays doivent exiger du gouvernement israélien qu'il respecte les non-juifs, en tant qu'êtres humains. De fait, je n'ai pas le droit de vous parler, je ne suis pas autorisé à parler à des étrangers ; si je m'exprime quand même, c'est à mes risques et périls. Israël a utilisé des dédommagements de l'Holocauste pour fabriquer des armes, pour détruire des maisons et des biens palestiniens. Je serai très satisfait si votre pays me donne un passeport et m'aide à quitter ce pays, Israël. La vie est très dure, ici. Si vous êtes juif, vous n'avez aucun problème ; si vous ne l'êtes pas [ou plus], on vous traite sans le moindre respect.

Silvia Cattori
Journaliste suisse.
Les articles de cet auteur

Traduction Marcel Charbonnier
Membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (transtlaxcala@yahoo.com).

Annexe II

LE DISCOURS DE ROGER CUKIERMAN

Discours de Roger Cukierman, président du CRIF à la manifestation contre la menace iranienne à La Mutualité le 13 Février 2007

J'avais 4 ans en 1940. J'ai été un enfant caché. Après plus de 60 ans je me demande encore

Pourquoi j'ai dû me cacher,
Pourquoi j'ai dû changer de nom,
Pourquoi on en voulait à ma vie, à celle de mes parents.

Je me demande encore pourquoi je n'ai pas connu mes grands parents, mes oncles, tantes, cousins, cousines. Pourquoi ils ont disparu dans la chambre à gaz et le four crématoire de Treblinka.

Et après plus de 60 ans je me demande encore si leur sort aurait pu être différent. _ Et la réponse est terrible. C'est oui. Leur sort aurait pu être différent

Oui, si nos dirigeants n'avaient pas été naïfs.

Oui, si Daladier et Chamberlain avaient cru ce que Hitler annonçait dans Mein Kampf.

Oui s'ils avaient compris qu'il y a des moments dans l'Histoire où il faut savoir s'opposer.

Aujourd'hui un nouvel Hitler est né : Il s'appelle Ahmadinejad. Au mémorial de la Shoah, on peut voir et entendre Goebbels, Ribbentrop et Hitler exprimer la même haine, les mêmes fantasmes, les mêmes calomnies que Ahmadinejad à Téhéran.

Hier c'était les juifs. Aujourd'hui c'est Israël qu'on veut anéantir.

Au nom du Dieu commun aux religions monothéistes, Voilà un pays, l'Iran, qui n'a aucune frontière commune avec l'Etat d'Israël, et qui clame sa volonté de supprimer un autre État reconnu par l'ONU.

Au nom du même Dieu commun, Voilà un pays qui, au mépris de la mémoire meurtrie du peuple juif et de la vérité historique, organise un symposium négationniste mondial à Téhéran ! J'ai rencontré des déportés qui pleuraient à la nouvelle de cette conférence.

Quand je dis que Ahmadinejad c'est le nouvel Hitler, on me dit : « vous exagérez, il a été élu démocratiquement ». Mais Hitler aussi. On me dit que Ahmadinejad est un clown, un guignol qui ne tiendra pas longtemps. Mais on disait

la même chose pour Hitler dans les années trente.

En revanche, il y a une vraie différence entre les deux : Ahmadinejad est à 18 mois ou deux ans de se doter de l'arme atomique.

Donc l'Etat d'Israël a toutes les raisons de s'inquiéter. Mais l'Europe aussi.

- Un sondage que le CRIF a commandé auprès de la Sofres montre que 80 % des Français prennent au sérieux la menace iranienne.

- Et 66 % des personnes sondées redoutent le danger nucléaire iranien pour le territoire français. Ils ont bien raison.

Car l'Iran dispose de missiles de longue portée. Car les dirigeants iraniens accusent les occidentaux d'être des impies, des « croisés ».

Au-delà d'Israël et de l'Europe, le monde arabe peut aussi s'inquiéter. En effet, l'empire persan est le rival du monde arabe depuis des siècles. Et les États arabes ne disposent pas d'un bouclier nucléaire à la différence des occidentaux. Or, la Perse des Mollahs rêve d'imposer au monde musulman le chiisme alors que le monde arabe est très majoritairement sunnite. Naturellement certains pays arabes, comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite, et d'autres encore peuvent envisager désormais de s'engager eux aussi dans la course nucléaire.

Y a-t-il plus grand danger pour notre planète que la prolifération nucléaire ?

Pour autant nous ne sommes pas impuissants. Des sanctions d'une

sévérité extrême pourraient sans doute amener l'Iran à la raison. Sanctions diplomatiques tout d'abord. Depuis la convocation de l'ambassadeur jusqu'à la rupture des relations et l'exclusion de l'ONU.

Sanctions économiques, commerciales, financières. Interdiction aux dirigeants d'utiliser les avions occidentaux.

Sanctions sportives comme on l'a fait du temps de l'apartheid pour l'Afrique du Sud, qui auraient le mérite d'alerter le peuple iranien.

Ces sanctions doivent aller bien au-delà des sanctions symboliques, édulcorées, inopérantes prises fin 2006 par le Conseil de Sécurité de l'ONU avec l'accord complaisant de la Chine et de la Russie plus gros clients et fournisseurs de l'Iran.

En compléments de sanctions sévères prises par les seules nations d'occident, on pourrait approfondir

L'idée d'interdire aux iraniens le nucléaire civil.

La Russie livre à l'Iran des matériels destinés au nucléaire civil. Dans la plus totale légalité conformément au traité de non prolifération signé par l'Iran. Ce traité autorise en effet le nucléaire civil si on renonce au nucléaire militaire.

Or l'Iran ne respecte pas ce traité. Elle refuse les contrôles exigés par le traité. Elle crée 3.000 centrifugeuses destinées à l'enrichissement de l'uranium, préalable au nucléaire militaire. Elle viole ce faisant le traité de non prolifération. On ne peut pas se prévaloir d'un traité qu'on ne respecte pas. Il y a donc peut-être un

moyen de droit international d'obtenir que la Russie cesse ses livraisons.

Nos démocraties sont à la croisée des chemins, comme Churchill en 1938 qui écrivait à Chamberlain. Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur, vous avez choisi le déshonneur, vous aurez la guerre.

C'est parce que nous ne voulons pas de la guerre que j'en appelle solennellement, fermement, gravement, aux candidats à la présidence de la République.

Une totale fermeté à l'égard de l'Iran est le seul moyen de préserver la paix.

J'ose espérer que la fermeté des réponses que vont nous donner ce soir les candidats ou leur représentants trouvera un écho jusqu'aux oreilles du peuple et des dirigeants iraniens.

Et si c'est le cas la marche symbolique que nous avons faite, du Mémorial de la Shoah jusqu'au Palais de la Mutualité, voici deux heures, deviendra le début d'une longue marche vers la paix et la sécurité pour tous les habitants de cette planète.